



Mémoire

Présenté par

DAFFE, Adjil Fatmata K

**UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR FACULTE DES
LETTRES ET SCIENCES
HUMAINES DEPARTEMENT DE
SOCIOLOGIE**

**"Participation paysanne à la gestion des ressources
forestières ligneuses : cas des bois villageois à
Bambey"**

Année académique : 2005 -2006

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP



Faculté des Lettres et Sciences humaines DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

MEMOIRE DE DEA
**Participation paysanne à la gestion communautaire
des ressources Ligneuses
Exemple des bois villageois à Bambey**



Présenté et soutenu par

Adji fatmata K Daffé

sous la direction de

M Boubacar Ly

Année académique 2005 -2006

RESUME

Les études sur le potentiel ligneux dans certaines régions du Sénégal montrent des ressources forestières limitées qui du fait de la sécheresse et du déboisement se dégradent continuellement. L'une des solutions préconisées face au problème est d'intéresser les populations à la gestion des ressources forestières et de les inciter à l'appropriation de ces ressources. C'est dans cette optique que le projet agroforestier (PAGF), dans le Bassin arachidier plus précisément dans le département de Bambey, a appuyé les populations des villages de Ndiéyène Thialaw et de Keur Mbar à la gestion des bois villageois. C'est à travers donc une approche participative que le projet met en œuvre son intervention et sa communication. La principale question que nous nous posons dès lors est de savoir si la participation des populations à la gestion des ressources forestières ligneuses est effective ?

Notre objectif principal est d'éclairer le processus de gestion participative des ressources forestières ligneuses dans le cadre des relations de communication entre les différents acteurs. La méthodologie adoptée est une étude comparative de la gestion de deux bois de villages (l'un bien géré et l'autre mal géré). Cette étude qualitative se base sur l'analyse genre et retient essentiellement les techniques d'enquêtes comme l'observation directe, les entretiens informels, les entretiens semi-directifs avec les agents du projet, avec les populations des deux villages et les focus group avec les hommes et les femmes.

Les résultats de l'étude montre que l'approche participative et la stratégie développée par le PAGF avec le suivi permanent des activités de pépinière, de reboisement et d'entretien du bois villageois par l'animateur et le relais technique a permis aux populations d'être conscientes du rôle qu'elles doivent jouer dans le développement de leur terroir. Cependant l'approche du PAGF n'est participative que dans le sens où le projet implique les populations ; mais les activités sont déjà définies sans les populations. Les paysans pour des raisons économiques et écologiques baissent les bras et préfèrent se tourner vers d'autres activités plus rentables. Dans l'attente de l'aide de projets pour surmonter leurs problèmes. Deux facteurs socio-culturels sont prépondérants pour une participation communautaire au bois de village et en générale à la gestion des ressources ligneuses : une dynamique organisationnelle et la présence d' « activistes » du développement. Les facteurs qui freinent cette participation sont le manque d'eau, la précarité de l'agriculture et l'exode rural.

Mots clés : Participation, communication participative, gestion communautaire, ressources ligneuses, bois villageois, Bambey.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT SOCIOLOGIE

**"Participation paysanne à la gestion des ressources
ligneuses : cas des bois villageois à Bambey"**

Mémoire du Diplôme d'Etudes Approfondies

Présenté par Adjil Fatmata Kounta Daffé

Sous la direction de Monsieur Boubacar Ly

Année académique 2005-2006

Tables des matières

Titres	Pages
Liste des abréviations	5
Liste des tableaux et figures	5
Dédicace	6
Remerciements	7
Introduction générale	9
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE	11
CHAPITRE I : Cadre théorique	11
I-1 Problématique	12
I-2 Objectifs	17
I-3 Hypothèses	18
<i>I-3-1 Hypothèse générale</i>	18
<i>I-3-2 Hypothèses secondaires</i>	18
I-4 Revue de la littérature	18
I-5 Définition des concepts	23
I-6 Modèle théorique	25
CHAPITRE II : Cadre méthodologique	28
II- 1 Méthodes et techniques utilisées – échantillonnage	28
II- 2 Déroulement de l'enquête et les difficultés rencontrées	29
DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS	31
CHAPITRE III : Présentation du cadre d'étude	32
III-1 Présentation de la région de Diourbel	32

III-2 Présentation Du Département de Bambey	33
<i>III-2-1 Situation géographique</i>	33
<i>III-2-2 Le climat</i>	33
<i>III-2-3 Les sols, le couvert végétal, les ressources forestières et hydriques</i>	34
<i>III-2-4 La situation démographiques et les activités économiques</i>	36
III-3 Présentation de la communauté rurale de Gawane et des villages de l'étude	38
<i>III-3-1 Le village de Keur Mbar</i>	39
<i>III-3-2 Le village de Ndiéyène Thialaw</i>	41
III- 4 Présentation du Projet Agroforestier de lutte contre la désertification de Diourbel	42
<i>III- 4 -1 Historique du PAGF II</i>	42
<i>III- 4 - 2 Objectifs du PAGF II</i>	44
<i>III- 4 -3 Organisation et fonctionnement du PAGF II</i>	45
<i>III- 4 -4 Démarche et stratégie d'intervention du PAGF II</i>	47
<i>III- 4 -5 L'opérateur partenaire principal du PAGF à Bambey</i>	48
Chapitre IV : Portée et limites de la stratégie de communication du PAGF II sur la participation au bois villageois	50
IV-1 Perception des populations sur le bois de village et l'approche du PAGF	50
IV-2 Participation des populations de Keur Mbar à la gestion du bois de village	51
IV-3 Participation des populations de Ndiéyène Thialaw à la gestion du bois de village	51
IV-4 Succès et échecs de la stratégie de communication du PAGF2 sur la participation au bois villageois	52

Chapitre V : Les facteurs socio-culturels liés à la gestion du bois villageois	54
V-1 Les facteurs socio-culturels liés à la participation au bois villageois	54
<i>V-1-1 Une dynamique organisationnelle</i>	54
<i>V-1-2 Les meneurs ou activistes du développement villageois</i>	54
V-2 Les facteurs socio-culturels de la non-participation au bois villageois	57
<i>V-2 -1 Le problème crucial de l'eau</i>	57
<i>V-2 -2 La précarité et déperdition de l'agriculture</i>	58
<i>V-2 -3 L'exode rural</i>	58
Conclusion générale	60
Bibliographie	62
Annexes	65

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Liste des abréviations

AP	Approche Participative
CDV	Comité de Développement villageois
CNRA	Centre National de Recherches Agricoles
CNRF	Centre National de Recherches Forestières
CODESRIA	conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
DPS	Direction de la Prévision et de la Statistique
FAO	Food Agriculture Organisation
GRNE	Gestion des Ressources Naturelles et de l'Environnement
GRF	Gestion des Ressources Forestières
GRFL	Gestion des Ressources Forestières ligneuses
IRD	Institut de Recherche pour le développement
ISRA	Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
PAGF	Projet Agroforestier de Lutte contre la Désertification
PDT	Plan de Développement du Terroir
PNUD	Programme des Nations Unis pour le Développement
RCL	Renforcement des Capacités Locales
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat.
UCAD	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
UNESCO	United Nations for Education, Science and Culture Organisation
USAID	United States Aid International Development

Liste des tableaux

Tableau n°1 : variation de la pluviométrie de 1994 à 2003

Liste des figures

Figure 1 : Carte administrative de la région de Diourbel	32
Figure 2 : Carte de situation de la communauté rurale de Gawane dans le département de Bambey	38
Figure 3 : Carte de situation des villages de Ndiéyène Thialaw et de Keur Mbar dans la communauté rurale de Gawane	39

Dédicace

- *A ceux qui m'entourent et me protègent dans mon for intérieur*
- *Au Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) pour son appui aux jeunes chercheurs*
- *A l'ensemble des enseignants de la faculté des Lettres et Sciences Humaines en particulier ceux du département de Sociologie qui ont tous contribué à notre réussite.*

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

Remerciements

Après avoir rendu grâce à DIEU et à son PROPHETE Mohamed (PSL), qu'il nous soit permis avant de présenter les résultats de nos recherches, d'adresser nos remerciements à toutes les personnes et les structures qui ont participé de façon directe ou indirecte à la réalisation de ce mémoire.

Nous voulons citer :

- ❖ M Boubacar Ly pour avoir bien voulu dirigé cette étude et nous faire bénéficier de ses conseils et de ses larges connaissances.
- ❖ M Paul Diedhiou, M Pape Faye, Mme Diaminatou Sanogo Diaité et Mme Laurence Boutinot qui ont soutenu et encouragé le projet de recherche du présent mémoire.
- ❖ Les populations des villages de Keur Mbar et de Ndiéyène Thialaw, nos sites d'étude, sans qui ce travail serait dépourvu de sens.
- ❖ La famille de Mbaye Faye, Président CDV de Keur Mbar, pour son hospitalité
- ❖ M^{me} Khady Samb responsable OPP Bambey qui a su alléger mon séjour.
- ❖ Le Projet Agroforestier de Diourbel, en particulier Ablaye Faye et les autres animateurs (Astou Sall, Mame Birame Diouf, Idrissa Sarr, Soudou Faye et Mbayang Fall) qui ont participé pour une grande part à cette étude.
- ❖ Mes collègues étudiants et amis notamment Assane Gaye, Astou Sall, Adama Tamedou, Fatimata Dia, Oumou Sougou, Ndèye Léna Sow, Rokhaya Gueye ; leurs contributions ont permis d'améliorer ce document.
- ❖ Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) qui a subventionné cette étude. La bourse octroyée a permis d'effectuer nos enquêtes de terrain et d'acquérir l'ensemble des ouvrages nécessaires. Une « petite subvention » qui offre une recherche dans les meilleures conditions. Profonde reconnaissance au **CODESRIA**.

*Ce que vous faites pour moi
mais sans moi
vous le faites contre moi*

Mahmat Ghandi

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Introduction générale

En Afrique, l'arbre de par ses multiples fonctions sociales, économiques, alimentaires, médicinales, et écologiques, occupe une place importante dans la vie du paysan et dans l'écosystème environnant.

Actuellement, l'augmentation de la population, la tendance à la sédentarisation, la sécheresse, ont conduit à une forte augmentation des surfaces cultivées et à une diminution moyenne des temps de jachère, ce qui désorganise le système et bouleverse les paysages (Fournier, 1995). Par ailleurs, l'exploitation parfois non contrôlée des ressources naturelles renouvelables telles que les ressources forestières implique une réduction des stocks initiaux et la disparition de certaines espèces. La mauvaise gestion de l'agriculture et de l'élevage vient accentuer ces faits qui aboutissent ainsi à une baisse de la diversité végétale avec des conséquences bien plus graves comme le déclare Wilson (2001), « *la disparition des espèces entraîne la disparition des produits naturels et variés* » nécessaires au bien être de l'homme.

La végétation naturelle, notamment ligneuse de par sa surexploitation et la fréquence accrue des feux de brousse s'amenuisent tant sur le plan quantitatif que qualitatif dans les régions tropicales sèches (ALBERGEL et al., 1985). L'état des ressources naturelles renouvelables dépend pour une large part des activités anthropiques mais également des aléas climatiques ou des caractéristiques agro-climatiques des zones considérées (ISRA – CILSS, 1995).

Le Sénégal est un pays sahélien essentiellement agraire avec une importante population active occupée par ce secteur primaire. La sécheresse persistante qu'il a connue depuis plus d'une vingtaine d'années, a considérablement affecté ses ressources naturelles. (ISRA – CILSS, 1995). La conséquence immédiate a été la dégradation des ressources en eau et du couvert végétal avec ses effets néfastes sur la protection des sols (Bâ et al, 2004).

La superficie déboisée au Sénégal est estimée entre 1980 et 1990 à 80000 ha/an (PAFS, 1993 ; Diouf et al 2000). Elle ne cesse de s'accroître, en vingt ans 30.000 ha ont été déboisés (Cathala, 2000). Au centre du Bassin arachidier du Sénégal (région de Diourbel), la régression des ressources forestières ligneuses a été remarquée à partir des années 1970. Dans cette zone, les espèces ligneuses sont utilisées à la fois par l'homme et le bétail. Les produits issus des espèces ligneuses servent comme combustible domestique, matériel de construction, outils agricoles, fourrage, etc (Sadio et al, 2000). Au Sénégal, la surexploitation des ressources forestières constitue une sérieuse menace à leur préservation sachant que le rythme de déboisement annuel est deux fois plus élevé que celui de la reforestation (Diouf et al 2000).

Malgré l'effort national de reboisement, avec 11500 ha de plantations massives par an durant la période 1990 à 2000, soit une moyenne annuelle de 9 millions de plants (Diouf et al 2000), la reconstitution n'est pas effective.

Au Sénégal, le Plan National de Conservation de la Biodiversité (PNCB) a mis l'accent sur la nécessité de conserver les zones de diversité biologique élevée. Sachant que les paysans ne saisiront pas spontanément toute la portée de la diversité ligneuse, il s'impose d'aménager des espaces avec des techniques permettant de mieux exploiter les ressources, d'accroître leur productivité, d'améliorer leur régénération et de restructurer le paysage.

Dans ce contexte les bois villageois apparaissent comme un élément déterminant puisqu'ils permettent de préserver un grand nombre d'espèces végétales ligneuses entraînant une diversité notable.

Certains projets de développement, comme le Projet Agroforestier de Diourbel (PAGF) dans le département de Bambey, ont voulu promouvoir la réalisation et la gestion par les populations de bois dans les villages d'intervention. Il en découle deux situations d'évolution : bonne gestion et mauvaise gestion des bois villageois.

La gestion des ressources ligneuses par les populations dans les terroirs aménagés d'un boisement n'a pas encore fait l'objet d'une étude particulière dans la zone de Bambey ; notre présent travail abonde dans ce sens. En effet, nous nous intéressons depuis quelques années aux problèmes de désertification et à la réhabilitation des zones dégradées par le reboisement et la conservation des ressources végétales. De là, notre préoccupation majeure est de comprendre comment les populations rurales gèrent ces ressources et quelles sont les dynamiques socio-culturelles qui sous-tendent une telle gestion.

Dans nos recherches précédentes (Daffé, 2005) nous avons eu à aborder la question au niveau individuel avec les exploitants agricoles. Cette présente étude à l'échelle villageoise tente de cerner la participation paysanne à la gestion des ressources ligneuses à Bambey. Il s'agira d'une part, d'analyser la perception et la participation paysannes sur la gestion du bois de village et de définir les rapports de communication des populations vis-à-vis des activités de gestion des ressources forestières ligneuses. D'autre part, nous analyserons l'approche communicationnelle du PAGF et la perception des populations sur l'approche du projet.

Ce présent mémoire est divisé en trois parties. En premier lieu, nous dégagerons les théories, les concepts ainsi que la méthodologie relative à notre objet d'étude. En deuxième lieu, nous présenterons notre cadre d'étude. Et en troisième lieu, nous exposerons puis analyserons les résultats issus de nos enquêtes.

**PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE
ET METHODOLOGIQUE**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE

I-1 Problématique

Au Sénégal, les études réalisées dans les années 1990 à 2000 font ressortir, entre autres constats, des potentialités forestières limitées et mal réparties, une déforestation de plus en plus rapide, une mauvaise répartition des ressources forestières sur le territoire, une exploitation abusive des produits ligneux. L'examen de l'état actuel des ressources forestières montre ainsi une tendance continue à la dégradation. Le potentiel ligneux a connu une baisse de 18 millions de mètres cubes entre 1981 et 1990 (CONSERE, 1995). Il urge alors de maîtriser l'exploitation et de préserver cette ressource ligneuse avec la participation des populations ; ce que s'attèle à faire nombre d'ONG et projets de développement.

En effet, les recherches et les projets de développement initiés dans le monde rural sont forts d'une longue expérience. Au début les projets de développement, davantage préoccupés par des résultats immédiats et les impératifs techniques et spatio-temporels, se sont toujours accaparés de l'aspect fondamental du projet de développement : le pouvoir de décision dans les activités à mener (Bessette, 2004). Les populations ne sont associées qu'à la phase d'exécution sur la base de programmes toujours identifiés et conçus exclusivement par des « experts » croyant détenir le monopole des connaissances, prêts à assister un paysan considéré comme ignorant, analphabète et à éduquer dans tous les cas. Ainsi les conséquences d'une telle attitude ne pouvaient qu'être préjudiciables à une bonne conduite des projets de développement.

D'une part les populations bénéficiaires se considérant comme des personnes à assister en permanence se limitent simplement à suivre le cours d'un programme dont elles se démarquent dès l'échéance de celui-ci. En fait, elles n'étaient point préparées à l'appropriation. D'autre part, les projets de développement, après tous les efforts consentis pour promouvoir le développement rural, ne voient leurs activités ni pérennisées ni rentabilisées dans le long terme.

Les arguments n'avaient d'ailleurs pas manqué pour justifier les échecs des actions de développement en milieu paysan : poids de la tradition, méfiance paysanne, manque d'intérêt envers l'innovation, blocages culturels ont été entre autres évocations avancées. Taxé d'abord d'ignorant, de paresseux et de réticent au changement, le paysan est aujourd'hui reconnu. La

non prise en compte du paysan dans les actions de développement, conduit à des échecs répétés. Le paysan est aujourd'hui au centre du changement et du développement avec une attention particulière à sa logique et à ses aspirations (Yung, 1985).

Mais il faut reconnaître qu'il est plus facile de faire adhérer les populations à un projet de santé communautaire, d'embouche bovine ou à tout autre projet économique qu'à un projet de gestion des ressources forestières, car il s'inscrit sur le long terme et les retombées sont bien en deçà des efforts consentis surtout dans les régions arides (Decoudras, 1997).

Les questions d'environnement ont une spécificité : elles sont liées à des comportements individuels et ont un impact sur les individus, mais relèvent également de la responsabilité collective. L'approche participative est donc une exigence dans la mesure où une bonne gestion des ressources naturelles ne peut qu'être collective et consensuelle. En ce sens, l'approche participative, qui est basée sur la négociation, la concertation et le partenariat, a été adoptée afin de favoriser la mise en cohérence des différents niveaux d'intervention (FAO-SDA, 1997) .

Dans la plupart des pays africains aujourd'hui, la gestion durable des ressources forestières ne se conçoit pas sans participation populaire et il n'y a pas de participation populaire sans dialogue, sans partage des informations et des expériences, sans échange des savoirs et des techniques (Bessette, 2004).

C'est animé de cet esprit que de nombreux projets forestiers ont entrepris, avec plus ou moins de succès, la mise en œuvre de méthodes de participation de la population aux activités liées à l'exploitation et la préservation des ressources forestières. (FAO, 2001)

A l'heure actuelle, tous les projets de gestion des ressources naturelles ou de gestion des terroirs en Afrique sahélienne se disent participatifs, en ce sens qu'ils prônent le plus souvent l'association étroite des populations, leur implication et leur participation aux diverses activités menées.

Présentement, on peut observer que la plupart des acteurs du développement se réclament de l'approche participative et usent essentiellement des méthodes qui impliquent les populations locales. Ce sont des méthodes telles que celles :

- du Groupe de Recherche et d'Appui à l'Auto Promotion Paysanne (GRAAP),
- du Ziel orienterte Projekt Planung (ZOOP) ou planification par objectif
- et de la Méthode Active de Recherche Participative (MARP)

Le style participatif a certes des atouts mais il subsiste des contraintes qui limitent son efficacité. Ses limites ont été soulignées par plusieurs auteurs à travers la littérature (Lavigne Delville, et *al*).

L'un des inconvénients de l'approche participative (A.P) telle que pratiquée surtout en Afrique est **la lenteur dans l'assimilation de la démarche**. En effet l'A.P est composée de plusieurs étapes, la première qui est celle de la programmation à la base, est la plus déterminante et exige beaucoup de ressources en temps. Par conséquent elle nécessite de la patience aussi bien du côté des intervenants extérieurs que des populations bénéficiaires car le changement des mentalités ne peut s'inscrire que dans le long terme. Ce qui retarde la réalisation de résultats visibles et tangibles alors que les bailleurs de fonds attendent des résultats et des réalisations visibles dans un minimum de temps. Les populations également, habituées aux pratiques dirigistes préfèrent les résultats à court terme et risquent parfois d'être lassées du long processus qui accompagne la mise en œuvre de l'A.P. Les étapes les plus déterminantes se déroulent avant la phase de réalisation des activités.

Un autre inconvénient à noter est que la plupart des projets ont des échéanciers préétablis et **le processus enclenché n'est pas conduit à terme le plus souvent**. Le plus souvent les projets prennent fin alors que le processus vient juste d'être engagé. Au moment d'espérer des résultats les activités sont interrompues et ni l'objectif de durabilité ni celui d'appropriation ne sont atteints. Or comme soulevé ci-dessus la participation effective et l'appropriation demandent du temps et de la patience. Au début du processus, la démarche, la méthode et les outils de l'A.P demandent à être bien maîtrisés par l'agent de développement en vue de son application effective sur le terrain (Sardan, 1995). Une fois sur le terrain l'agent doit avoir l'expertise, la capacité d'écoute et la disponibilité auprès des populations (Bessete, 2004). Les populations doivent recevoir une information claire et sans équivoque à travers des séances d'information et de sensibilisation pour être à même de se promouvoir, ce qui demande du temps.

Et de là apparaît un autre problème qui se pose face à l'approche participative, **le manque de patience** de part et d'autre. D'abord l'agent se décourage à ce qui semble traduire une incapacité des populations à comprendre l'essence du message véhiculé. Ensuite le paysan a souvent des préoccupations de survie, comme l'a si bien affirmé G.Belloncle (1979) : « *le problème n'est pas dans la plupart des villages africains de promouvoir le développement mais d'abord d'enrayer le sous-développement* ».

Cela nous amène à l'autre facteur limitant l'A.P : **la pauvreté des populations**. Ces dernières sont dans la plupart du temps si démunies qu'elles ont d'autres besoins ponctuels et

prioritaires face aux exigences des réunions villageoises interminables et aux sessions de formation multiples proposées dans le cadre de l'A.P. Les populations sont davantage préoccupées par les mauvaises récoltes, la pauvreté des sols, l'exode des jeunes qui fournissent l'essentiel de la main d'œuvre. Ce qui est un frein de l'impact de l'A.P sur les paysans.

Une autre limite demeure **la diversité des intervenants** par conséquent des approches adoptées sur le terrain. Il faut souligner que cette diversité est préjudiciable à une application effective et efficiente de l'A.P. En vue de susciter une mobilisation massive des populations, les intervenants développent différentes politiques d'incitation. Ainsi lorsque certains privilégient le pilotage par la demande basée sur une certaine solvabilité du demandeur (comme en matière de crédit rural par exemple), d'autres privilégient des distributions gratuites et des dons d'intrants agricoles ou de vivres. Comme a eu à l'affirmer A. GADO (1997), « *cette situation engendre la méfiance des populations qui ont tendance à comparer les avantages de tel ou tel projet avant de s'engager dans une opération* » ; ou alors les populations ne s'impliquent que pour la forme, sans aucune perspective d'appropriation.

Une mauvaise application peut aussi se traduire par le fait que **les populations ne participent qu'à la phase d'exécution**, surtout pour fournir de la main d'œuvre, elles ne sont nullement associées aux phases d'identification et de programmation des activités. Cet état de fait crée des frustrations et un sentiment d'infériorité et de méfiance chez les populations.

Ainsi nous voyons que l'A.P décèle un certain nombre d'obstacles qui peuvent grâce à la ténacité, la rigueur et la volonté des différents acteurs être enrayés sinon neutralisés.

Tous les projets de gestion des ressources naturelles ne se basent pas cependant sur la mise en œuvre d'une méthodologie définie, ce qui conduit sur le terrain à des modes d'intervention et des résultats très variés, parfois contradictoires. Nous allons procéder à l'analyse de la méthode mise en œuvre par le PAGF et tenter de mettre en exergue les acquis et les contraintes observées dans le cadre de l'exécution du projet participatif d'aménagement de bois villageois dans deux villages de Bambey.

Bambey se situe dans la région de Diourbel. La région de Diourbel se localise dans le centre ou vieux bassin arachidier, qui se distingue par la détérioration de ses terres en baisse considérable de fertilité ; environ 80% des terres de la région sont des sols à capacité de rétention d'eau très faible et pauvres en matières organiques. Les formations forestières sont également rares et pauvres en espèces, en effet la végétation de la région de Diourbel est la moins variée du Sénégal et la plupart des espèces ligneuses sont des épineux (Sadio et al, 2000).

Par conséquent, pour redresser cette situation, la région a longtemps été le théâtre de projets de développement et de gestion des ressources naturelles comme le Projet Agroforestier de lutte contre la désertification (PAGF). En effet le PAGF s'investit dans la zone depuis 15 ans, et le projet dans sa deuxième phase a comme principal objectif le développement des villages en renforçant les capacités des populations, ceci pour une gestion durable des ressources de leur terroir. Il vise dans ses différents objectifs à restaurer le couvert végétal de la région de Diourbel et réduire la pression sur les ressources forestières ligneuses à travers des techniques comme les bois de village.

Le bois villageois est une plantation artificielle aménagée dans un village sur une superficie donnée à proximité d'un puits ou de certains marigots afin de permettre un arrosage d'appoint des plantes durant la saison sèche. Le boisement est clôturé d'une ligne en euphorbe à l'intérieur et d'une autre ligne en haie morte à l'extérieur pour protéger les jeunes plants contre la divagation des animaux. Le travail du sol est fait auparavant par les villageois. Malgré l'utilité de ces bois villageois qui est de fournir aux populations du bois, certaines contraintes sont notées dans leur mise en place. Les contraintes sont essentiellement, l'attaque des souches des jeunes plants et des haies mortes par les termites. Le manque d'eau pour l'entretien du jeune bois et son suivi par les populations contre la divagation du bétail pose problème (Gueye et Laban, 2001).

C'est pour amener les populations à participer à ces activités de gestion des ressources ligneuses visant une synergie communautaire que le projet a mis en place une approche dite participative, fondée sur une sensibilisation à la base. En effet, le projet comprend 4 composantes dont l'Appui aux Productions Agro-sylvo-Pastorales (APAP) qui regroupe les activités de diversification des productions agricoles, la lutte contre l'érosion et la baisse de la fertilité des sols, la restauration et la préservation de l'environnement ainsi que la diversité biologique. L'APAP comprend deux (2) programmes :

- Un programme d'actions prioritaires, pris en charge par le projet avec une participation des populations si possible
- et un programme minimum pouvant être exécuté à 100% par les populations sans apport extérieur du projet comme les bois villageois.

L' Opérateur Partenaire Principal du PAGF (OPP¹), qui exécute les activités de sensibilisation et d'animation nécessaire à la mise en œuvre du processus d'éveil et d'accompagnement, est

¹ L'opérateur partenaire principal du PAGF est une ONG ou un bureau d'étude ayant une expérience en milieu rurale Sénégalais.

composé d'animateurs qui doivent assurer la sensibilisation des populations, leur organisation autour du Comité de développement villageois (CDV) et à partir du plan de développement du terroir (PDT). Les relais techniques membre du CDV, à la suite d'une formation assurée par le PAGF, sont chargés de diriger toutes les activités de gestion des ressources ligneuses (PAGF II)². C'est à travers donc ce plan d'action que le projet met en œuvre son approche participative de communication et d'intervention.

La principale question que nous nous posons dès lors dans cette étude est de savoir si la participation des populations à la gestion des ressources forestières ligneuses est effective ?

Cette question renvoie à d'autres interrogations :

- 1 - La mise en place du bois de village émane-t-elle des populations ?
- 2 - Qui participe aux activités du bois et quelles sont les causes de la non participation ?
- 3 - L'approche du projet est-elle communautaire et participative ?

Différentes questions auxquelles, nos propos s'attacheront à apporter une réponse.

I-2 Objectifs

Notre objectif principal est d'éclairer ici le processus de gestion participative des ressources forestières ligneuses dans le cadre des relations de communication entre les différents acteurs³

Les objectifs spécifiques seront de :

- analyser la participation des populations aux activités de gestion des ressources ligneuses
- analyser la perception paysanne de la gestion du bois de village et leur perception sur l'approche du projet.
- identifier l'approche communicationnelle du PAGF et les contraintes rencontrées pour mettre en œuvre une démarche participative.
- montrer le degré d'appropriation et les perspectives de durabilité des bois villageois, sans l'appui du projet.

² Rapport de présentation du PAGF2 55p

³ Il faudra comprendre par acteurs : population et projet, donc rapport populations / projet de développement et entre les différentes composantes de la au sein de la population)

I-3 Hypothèses

I-3-1 Hypothèse générale

Lorsqu'une action de recherche ou de développement demeure le fait de la structure extérieure qui intervient dans une communauté les résultats tendent à ne pas être utilisés de manière durable. Par contre si elle est liée à un processus de développement mené par la communauté, l'utilisation des résultats est garantie, puisqu'elle vient répondre à des préoccupations (Bessette. G, 2004).

I-3-2 Hypothèses secondaires

- Les populations croient que la gestion des ressources forestières n'est pas de leur ressort c'est l'apanage des projets et des services des Eaux et Forêts. La gestion des ressources forestières constitue l'une des dernières préoccupations des paysans.
- Certains facteurs d'ordre culturel, ethnique, de leadership, de genre au sein du village freinent la bonne gestion du bois de village.
- L'exode rural est l'un des freins à la participation à la gestion du bois villageois.
- Le projet ne s'adresse pas à toute la population concernée, il se limite à certains leaders comme les relais techniques, le projet est surtout obnubilé par la réalisation de ses programmes.
- La méthode de communication, d'approche et sensibilisation de la population utilisée par le projet n'est pas propice à une participation à la gestion des ressources ligneuses.

I-4 Revue de la littérature

L'approche participative a été impulsée pour résoudre certains problèmes de durabilité et de pérennité des actions de développement. En effet, dans l'approche classique de gestion de projets de développement, les populations étaient confinées au rang d'éternels assistés.

C'est après la première guerre mondiale que le "modèle participatif " a fait son entrée décisive dans les principes de gestion des décideurs et administrateurs coloniaux. En effet, à cette période, toute la politique agricole centrée sur la dynamique paysanne reposait sur le postulat de la nécessaire référence aux réalités et spécificités du "paysan noir"(Jacob et Deville, 1994).

De la deuxième guerre mondiale aux indépendances, les colonisateurs avaient compris que la promotion du paysannat ne pouvait se faire que par l'association et l'implication effective des

intéressés. C'est ainsi qu'est consacré le principe du "développement communautaire" dans les colonies britanniques. Dans les colonies françaises, l'animation et les mouvements coopératifs et mutualistes sont promus en milieu rural. " le développement communautaire" et "l'animation rurale" sont privilégiés comme modèles pacifiques de développement (Jacob et Deville, 1994). Selon A. GADO (1997), au début des années 1960 « *l'animation au développement apparaissait aux dirigeants des pays qui venaient d'accéder à l'indépendance comme un instrument capable de faire participer effectivement les populations et de promouvoir ainsi leur propre développement à la base* ». Pour lui l'approche participative ne pouvait être de ce point de vue considérée comme une approche originale.

A la fin des années 1960 et au début des années 1970, la plupart des projets de développement en Afrique étaient dans une approche dite classique ou disciplinaire et foncièrement économique. L'idée dominante était : pour réaliser le développement il fallait investir des ressources financières considérables.

Ensuite dans les années 1970, il est reconnu que le volet économique seul ne pouvait pas résoudre les problèmes de développement, il fallait prendre en compte l'aspect technique. Ainsi l'approche pluridisciplinaire est mise en œuvre.

Malgré les différents volets pris en compte dans la recherche et le développement en milieu rural chaque discipline travaillait en vase clos, il fallait donc pour atteindre des résultats substantiels qu'il y ait connexion entre ces diverses branches et intégrer le volet social. C'est ainsi que la voie de l'approche interdisciplinaire est tracée avec l'entrée dans les équipes de recherche pour le développement des sociologues et anthropologues (Chauveau, 1998). Désormais on parlait d'une problématique commune concertée et chaque discipline apportait des solutions. Le Sénégal s'inscrit dans cette mouvance avec la création de sociétés nationales de développement ou de vulgarisation telles que la Société de Développement et de Vulgarisation Agricole (SODEVA), la Société d'aménagement et d'Exploitation du Delta (SAED) (S. GELLAR, 1992). Sur le plan politique également les dirigeants africains préconisaient la prise en charge du développement par les populations (Tersiguel et al, 1997). Malgré l'ampleur des efforts financiers considérables consentis et des stratégies de développement mises en œuvre pour impulser l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées, la situation demeure préoccupante. Cet état de fait a suscité les interrogations des acteurs du développement, tels que les gouvernements, les institutions internationales et les organisations non gouvernementales, sur l'efficacité des interventions en milieu défavorisé.

Les réponses données étaient que la conduite des projets doit être revue, l'implication des populations dans les projets était à intégrer. C'est ainsi que l'approche participative fait son entrée dans le cadre du développement, elle est née de réflexions de sociologues et d'anthropologues comme Robert Chambers avec son ouvrage " Farmers First"⁴. Avec l'approche participative l'interdisciplinarité est toujours de mise mais la nouveauté avec cette approche c'est la participation des acteurs. L'acteur est mis au centre de la recherche, le paysan devient pour la recherche et le développement en milieu rural un maillot indispensable de la chaîne. La pensée du paysan ne doit plus être ni sous estimée ni reléguée au second plan, le paysan doit être au début et à la fin de toute recherche et action de développement.

Notons qu'au Sénégal, c'est surtout dans les années 80 que l'approche participative a connu sa consécration dans les projets de développement. En juillet 1985, la Conférence des chefs d'Etats de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A) a adopté un document cadre engageant les gouvernements à la mise en œuvre d'un développement économique autosuffisant basé sur la "participation des populations locales" (Tersiguel et al, 1997).

Le concept de participation a également gagné du terrain notamment dans le milieu des bailleurs, les financiers du développement à l'image de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Le concept de participation est devenue une priorité nationale importante au moins dans les déclarations officielles (S. GELLAR 1992). Elle a été introduite dans le huitième plan de développement économique du Sénégal (1989- 1995). De même il est stipulé dans le Programme National de lutte contre la pauvreté (MEFP, 1996), que l'une des stratégies consiste « *à formuler et à mettre en œuvre des programmes régionaux et locaux ciblant de large groupe sociaux suivant la méthode de l'approche participative permettant de maximiser les impacts économiques et sociaux des programmes de lutte contre la pauvreté* ».

La participation a été aussi prise en compte dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. En effet la prise de conscience de la nécessité de faire participer activement les populations rurales donnent naissance, dans le secteur forestier, aux projets de foresteries villageoises. Le PRECOBA programme de reboisement communautaire dans le Bassin arachidier est mise en œuvre au Sénégal (Guèye et Laban, 1992). Au début des années 1990, cette participation se poursuit avec la gestion décentralisée des ressources naturelles. La loi N° 96-07 du 19 mars 1996 portant transfert de compétence de 9 domaines dont la gestion des

⁴ Famers first

ressources naturelles aux collectivités locales (régions, communes et communautés rurales) vient conforter cette dynamique.

A travers cette une approche historique de la notion de participation telle que pratiquée dans l'univers du développement qui se traduit en approche participative, nous remarquons que l'implication des populations a été suscitée pendant la période coloniale, mais seulement comme une main d'œuvre pour le développement. L'implication des populations a été ignorée après les indépendances jusque dans les années 1980 période à laquelle l'animation rurale change de visage avec la prise en compte et l'implication réelle des populations ; une implication qui est reconnue comme étant au début et à la fin du développement. Dans les années 90, elle prend l'allure de diagnostic participatif, nous remarquons que celui-ci tel que pratiqué en milieu rural avec comme principal outil la MARP connaît des limites (Gueye B, 1999).

La notion de participation a été aussi théorisée. Selon Meister, dans le contexte du développement rural exogène, la participation paysanne se limite à des activités d'intégration aux programmes décidés et mis en œuvre sans le concours des intéressés, qui ne sont alors que de simples exécutants. La participation peut alors être définie, comme l'apport local consenti par les supposés bénéficiaires et variant (selon la nature du projet, l'intérêt qu'il présente pour les destinataires et la méthode mise en œuvre) de l'investissement humain à la participation active et intensive, voire à l'appropriation. Dans la typologie établie par Albert MEISTER, elle entrerait dans le cadre des « participations provoquées », celles-là suscitées en vue du changement technique, ou du changement structurel, ou en vue d'amélioration ou d'une transformation.⁵

Dans un autre contexte, celui de développement rural endogène qui laisse l'autonomie d'initiative, d'opinion et d'action aux populations locales, la participation paysanne peut être perçue comme l'action de prendre part activement « à la conception, au développement, à la propriété et au contrôle des programmes, des produits et processus ». Dans la typologie des participations de MEISTER, elle s'apparente autant aux « participations volontaires » qu'aux « participations provoquées ».

Chez Max Weber, la participation peut être assimilée à l'action et il a établie une typologie des actions individuelles :

⁵ MEISTER (A) . – Participation, animation et développement à partir d'une étude rurale en Argentine – Paris Antropos, 1969, 2^{ème} partie

- l'action traditionnelle qui consiste pour un individu à respecter des usages sans s'interroger sur la finalité de l'action.
- L'action affective qui est une réaction que l'on qualifie d'instinctive.
- L'action rationnelle basée sur la raison, et un choix réfléchi.

La rationalité est caractéristique de l'action de l'individu qui choisit un objectif et les moyens les plus efficaces pour atteindre son but. Cette rationalité est réductrice des valeurs dans les conduites humaines⁶. Perçue de cette manière, la rationalité s'apparente aux termes de « logique » ou de « stratégie » développée par J-P Olivier De Sardan⁷.

L'individu a une rationalité limitée ou conditionnée qui s'exerce au sein d'un système de contraintes multiples. Ainsi l'utilitarisme peut bien motiver les actions individuelles. Mais étant entendu que l'action individuelle prend racine dans un contexte (culturel, social) particulier, d'autres logiques peuvent également la motiver.

Enfin dans un sens plus large que celui que lui conférait Max Weber, Raymond BOUDON estime « qu'une action est rationnelle pour peu qu'elle soit orientée par un intérêt, une valeur ou même la tradition ». L'action d'un individu est rationnelle nous dit-il si celui « a de bonnes raisons d'agir »⁸.

Après cette revue de la littérature il nous reste à montrer comment la participation se présente et est appliqué dans le cadre des projets de GRN comme le PAGF car une application biaisée de l'A.P peut créer des attentes énormes de la part des populations. Au lieu d'être spontanée ou au moins provoquée, la participation des populations est tout au plus formelle (Meister, 1969). Les rares études qui ont traité de la question montrent que les populations ne s'impliquent que pour la forme, sans aucune perspective d'appropriation (Lavigne Delville, 1999).

Bessette (2004), affirme que cela est souvent dû à l'absence de sensibilisation et à un défaut de communication entre intervenants et populations et parfois cette absence de communication se retrouve au sein de la population même.

⁶ MONTOUSSE (M) et RENOURARD (G), 1997, p 36

⁷ Olivier De Sardan 1995 p 126

⁸ MONTOUSSE (M) et RENOURARD (G), 1997, p 60

I-5 Définition des concepts

Il semble nécessaire de définir dans notre cadre conceptuel, "la participation paysanne à la gestion communautaire des ressources ligneuses dans le cas du bois villageois".

D'abord, qu'est – ce que "**la gestion communautaire des ressources ligneuses**" ? : elle entre dans le cadre de la gestion des ressources naturelles qui vise une utilisation rationnelle du patrimoine environnemental. Il s'agit d'une stratégie de supervision et de contrôle de l'homme sur son milieu en vue d'un développement durable. L'objectif principale étant de réduire voire de limiter la dégradation de l'environnement en vue de prévenir les catastrophes écologiques et de préserver l'écosystème.

Dans la gestion des ressources naturelles on distingue les ressources non renouvelables et les ressources renouvelables comme les ressources forestières et ces dernières comprennent les ressources non ligneuses et les ressources ligneuses. Les ressources ligneuses sont les arbres et les arbustes et les arbrisseaux, tout ce qui peut fournir du bois. Ce sont des ressources sur lesquelles l'homme peut agir pour son renouvellement par le reboisement. Protection et reboisement signifie utilisation rationnelle et gestion durable. La gestion communautaire s'oppose à la gestion individuelle et est assimilée à une gestion locale.

Ainsi dans notre étude la gestion communautaire des ressources ligneuses renvoie à la gestion du bois de village par les populations.

Quant à la "**la participation**", nous retiendrons dans un sens général que c'est l' « action de prendre part », c'est-à-dire de ne pas rester étranger à une chose. On participe déjà par sa présence ou par l'intérêt que l'on porte à cette chose. Mais il y a une participation active (collaboration, coopération...) qui consiste à donner du sien. Participer consiste aussi à recevoir une part de ce que donnent les autres ou une collectivité (participer aux bénéfices, à la distribution gratuite...). Choisir de participer, « *c'est choisir l'effort et non la facilité* »⁹

Par ailleurs quelque soit le contexte considéré, la participation est avant tout une action. Telle que définie par Max WEBER, une action est « toute conduite à la quelle un individu accorde une signification et une intentionnalité ».¹⁰ En nous référant à la typologie WEBER nous pouvons dire donc que la participation (paysanne) est une action rationnelle. Pour certains

⁹ FOULQUIE (P). – Vocabulaire des sciences sociales – Paris, PUF, 1978

¹⁰ MONTOUSSE (M) et RENOURARD (G) 100 fiches pour comprendre la sociologie – Rosny, édition Bréal, 1997, p 34

auteurs comme L. Von MISES d'après qui « l'action est par définition toujours rationnelle », « agir, c'est tendre à la réalisation d'un objectif »¹¹

La participation découle d'une conscience collective, qui selon Emile DURKHEIM dans son ouvrage « De la division du travail social », est un état représentatif cognitif et économique qui embrasse outre la personne elle-même, tous les individus du groupe, de même que les intérêts et les valeurs culturelles ». La conscience collective appellerait ou aurait conduit à l'action collective. Et, nous entendons par action collective (ou communautaire) un mouvement unissant des acteurs (individus ou groupes) dans la quête commune d'un idéal ou dans la poursuite commune d'un but ; le résultat pouvant profiter à certains sans qu'ils y aient participé. Elle est souvent le produit de la conscience collective. L'action ou participation collective est d'autre part guidée par des normes (règles qui régissent l'action des individus) et des valeurs (des idéaux collectifs qui définissent les normes), notons au passage que normes et valeurs sont spécifiques à chaque groupe social.

Le "**bois villageois**" est défini, tel que dit dans notre problématique, comme une plantation artificielle clôturée. Il est aménagé sur un lopin de terre au sein d'un village. Le village étant défini comme une communauté d'individus socialement structurée ayant en commun des activités socio-économiques qu'ils exercent dans un espace rural bien défini (le terroir) qui leur est ancestralement reconnu.

La "**communication**", qui est un autre concept central de notre étude, est un système d'interaction un cadre d'échange d'idées, elle est l'une des fonctions premières qui est développée et maintenue dans toute organisation pour son bon fonctionnement. Sans communication, aucune organisation ne peut exister, les hommes pour se comprendre ont besoin de communiquer. Les relations humaines sont basées sur des échanges entre les différents membres de la société, dans toutes les sociétés du monde. La communication apparaît comme une nécessité dans les rapports entre les individus et constitue un élément fondamental dans les différentes activités des hommes vivant en société.

La "**communication participative**" qui nous intéresse ici est issue de la combinaison entre communication pour le développement et la recherche participative elle ne désigne pas comme sont tentés de le croire certains, une discussion des thèmes de développement dans les médias, c'est l'exploitation planifiée de stratégies et de processus de communication visant le développement. La communication participative se base sur des procédés interactifs et participatifs avec la communauté concernée plutôt que sur la production et la diffusion de

¹¹ ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS, volume 13, p 998

l'information coupées des processus communautaire. Elle est née du besoin des organismes internationaux comme USAID, UNESCO, FAO, PNUD entre autres, de promouvoir la communication pour faciliter le développement (Bessette 2004).

I-6 Modèle théorique

La participation paysanne à la gestion des ressources forestières sera analysée comme une action collective, cette dernière ne se comprend qu'en étant rapportée aux structures sociales et politiques sous-jacentes. L'action collective peut être analysée selon l'approche de l'individu rationnel qui participe à un mouvement collectif dans la mesure où il en attend des bénéfices supérieurs aux coûts de son engagement. L'individu rationnel participe à condition de ne pas supporter les coûts éventuels de l'échec.

La participation paysanne est un processus social, est également analysable comme une forme du changement social. À partir de là, la socio-anthropologie du développement ou du changement social nous paraît être un des cadres appropriés d'analyse de notre sujet. Dans cette étude, nous avons donc retenu la tendance animée par Olivier de Sardan (1995) qui propose une référence théorique et une démarche méthodologique élaborée. Cette dernière aide à analyser et à évaluer la gestion des ressources forestières à la lumière des évolutions récentes du développement.

La socio-anthropologie est une discipline qui relève de la sociologie et de l'anthropologie, elle entend combiner les concepts et les méthodes de recherches empiriques de ces deux disciplines jumelles des sciences sociales. Elle a pour objectif « *d'analyser et de comprendre les interactions entre acteurs sociaux relevant de cultures ou sous-cultures différentes, de procéder à l'inventaire des contraintes respectives, auxquelles les uns et les autres sont soumis et au décryptage des stratégies que les acteurs déploient à l'intérieur de leurs marges de manœuvre* » (Olivier De Sardan 1995).

La socio-anthropologie du changement social et du développement, sous discipline de la socio-anthropologie, se définit selon Olivier De Sardan comme l'étude empirique multidimensionnelle des groupes sociaux contemporains et leurs interactions dans une perspective diachronique et comparatiste, combinant l'analyse des pratiques et celles des représentations. Ce courant théorique qui combine les faits de développement et de changement social, a pour but de découvrir, « *les représentations et systèmes de sens mobilisés par les groupes en interaction* » et étudie les dynamiques de transformation de ces représentations et systèmes de sens.

La discipline socio-anthropologique du développement se donne pour objet le développement, une des formes du changement social, étant donné que nous considérons « la participation paysanne à la gestion des ressources ligneuses » comme une action de développement, il serait intéressant de savoir ce que nous entendons par développement. Selon Olivier De Sardan, le développement est « *l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ces milieux mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs* »¹².

L'entrée par la gestion des bois villageois n'est qu'un point de départ à l'étude de dynamiques sociales, pour comprendre les stratégies des différents acteurs du développement (populations/intervenants) et leurs interactions sur la gestion des ressources forestières. Egalement, c'est un moyen d'appréhender les pratiques et les représentations liées aux actions de développement et aux réactions qu'elles suscitent.

D'autre part, l'approche socio-anthropologique du développement sied à l'étude du monde paysan et du milieu rural, qui a longtemps connu des « tentatives » de développement, de changement, d'encadrement par le biais de projets aux méthodes qualifiées de dirigistes.

Cependant, Olivier De Sardan met aussi en garde contre les approches « populistes » ou les stéréotypes qui dans l'étude de la « paysannerie » s'attachent à des idées préconçues. Le monde paysan dit-il, n'est pas seulement ancré dans sa tradition et incapable de s'autogérer. Ce n'est pas non plus une société qui accepte sans réaction. Les sociétés paysannes ne sont pas d'autre part des homogénéités où prévalent le consensus, la communauté, le collectivisme, elles sont bien structurées avec des « élites ». Ceux-ci ne sont pas seuls « aptes à ... » par rapport à l'ensemble du groupe. Les différentes représentations sur le monde paysan ont, certes une part de vérité, mais c'est la tendance à la stéréotypisation qu'il faut bannir. Les paysans déclare Olivier De Sardan « *sont parfois consensuels, parfois entrepreneurs, parfois traditionalistes, parfois rebelles. C'est un excès de généralisation ou une imputation unilatérale qui transforme des constats partiels en stéréotypes inacceptables* »¹³.

Ainsi donc chaque étude a un contexte spécifique que seule une recherche empirique peut amener à comprendre. D'un point de vue pratique, partir de la participation des populations aux activités du projet comme « entrée » permet de déceler, à partir de la perception et du

¹² OLIVIER DE SARDAN (J-P), (1995) « *Anthropologie et développement, Essai en socio-anthropologie du changement social* » APAD-KARTHALA (collection Hommes et Sociétés) P 7.

¹³ Olivier De Sardan 1995 P.69-70

savoir paysan, les dynamiques sociales, les motivations liées aux raisons de participation ou de non participation à la gestion des ressources forestières.

Après la socio-anthropologie du développement, un autre modèle d'approche sied à notre étude, la communication participative pour le développement élaboré par Bessette¹⁴, il définit ce qu'est la participation et élabore une méthode pour la participation des populations à la gestion des ressources naturelles. Bessette accorde une grande importance à la communication, qu'elle considère comme un facteur déterminant dans la réussite d'un projet de recherche ou de développement.

Nous entendons donc analyser la participation paysanne (action, logique, ou stratégie rationnelles) face à la gestion des ressources forestières dans une approche socio - anthropologique en tant que but ou idéal commun ; en mettant en exergue l'aspect communicationnel qui lie projets et populations à la lumière de la communication participative pour le développement.

¹⁴ Guy Bessette « *Communication et participation communautaire : guide pratique de communication participative pour le développement* » CRDI, 2004

CHAPITRE II : CADRE METHODOLOGIQUE

II- 1 Méthodes et techniques utilisées – échantillonnage

L'étude a débuté par une recherche documentaire basée sur notre question de recherche. Un travail documentaire qui nous a conduit à la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS), dans les centres de documentation de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), du CNRF (Centre National de Recherches Forestières), de l'ENSA (Ecole Nationale des sciences Agronomique de Thiès), à l'ENCR (Ecole Nationale des Cadres Ruraux de Bambey) et à la bibliothèque de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Nous avons aussi pu constituer une petite bibliothèque par l'achat d'ouvrages avec la subvention du Codesria.

Après la documentation la préparation de la phase de terrain pouvait se faire. Les outils d'enquête ont été élaborés à cet effet. Nous avons abordé le terrain avec différents guides d'entretien.

Nous avons ainsi privilégié la méthode de recherche qualitative car elle nous a semblé plus appropriée à notre étude. Le but de la méthode qualitative étant « d'aller au fond des choses, de se coller à la réalité »¹⁵. Notre but est de comprendre à l'échelle communautaire les pratiques, les perceptions et les communications autour de la gestion des ressources ligneuses, des bois villageois.

L'enquête s'est faite au niveau de deux (2) villages : à Keur Mbar et à Ndièyène Thialaw.

Le PAGF intervenant dans cinq zones à Bambey à savoir : Thiakhar, Dinguiraye, Ndangalma, Gawane, et Keur Samba Kane, les deux villages ont été choisis dans l'une des zones d'intervention du projet, qui est la communauté rurale de Gawane. Nous avons choisi Gawane avec l'aide des animateurs car dans cette zone nous avons deux villages très proches et encadrés aux mêmes moments par le projet mais qui avaient une gestion différente de leurs bois villageois. Selon les animateurs du PAGF, la gestion était mauvaise à Ndièyène Thialaw et bonne à Keur Mbar. Le bois de village est bien géré avec une participation effective des populations à Keur Mbar et à Ndièyène Thialaw le bois est délaissé et souffre d'une mauvaise gestion.

Des entretiens individuels semi-structurés¹⁶ ont été effectués avec les populations (Présidente GPF, alphabétiseur, relais communautaire, relais technique, président dahira, chef de village,

¹⁵ A- M Arborio et P Fournier, « *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe* », collection NATHAN.

¹⁶ Voir en annexe l'ensemble des guides d'entretien et questionnaires.

notables, etc.) pour comprendre leur perception des bois de villages, les raisons de la participation ou non, et leur perception sur l'approche du projet et sa communication.

Des entretiens individuels semi-structurés ont été effectués également avec les animateurs de Bambey, le responsable de l'OPP de Bambey et avec le Conseiller en Développement Participatif du PAGF. Ceci pour cerner la méthode d'approche et d'intervention du projet, ses acquis et ses contraintes. Dans chaque village des récits de vie ont été réalisés avec des participants aux activités du bois de village (Président CDV à Keur Mbar et à Ndièyène Thialaw avec la présidente du GPF) pour comprendre à travers leurs parcours et expériences, ce qui sous-tend leurs actions.

Deux focus group ont été organisés dans chaque village avec les hommes d'une part et les femmes d'autre part pour une approche comparative de la participation selon le genre et la perception de la gestion communautaire des ressources forestières en général, du bois de village en particulier. Les quatre focus group nous ont aussi permis d'identifier le comportement et la perception de la communauté sur les activités de gestion des ressources forestières.

II- 2 Déroulement de l'enquête et les difficultés rencontrées

L'enquête s'est faite en deux temps : enquête exploratoire et enquête proprement dite.

Durant l'enquête exploratoire qui a duré neuf (9) jours au mois de juillet 2006, nous avons d'abord effectué des entretiens exploratoires avec les animateurs. Des discussions qui nous ont servis de base pour l'élaboration de nos guides d'entretien et pour définir notre échantillon. Nous avons aussi choisi et visité les villages de l'étude. Une pré-enquête a été effectuée pour prendre contact avec les populations et leurs expliquer les buts de notre étude. Cette rencontre avec les populations nous a aussi permis de tester les guides d'entretien. A l'issue de l'enquête exploratoire nous avons mieux cadré notre objet d'étude¹⁷.

La deuxième phase de l'enquête ou enquête proprement dite a duré 19 jours au mois de septembre 2006. Elle s'est faite à deux niveaux : au sein de la structure du projet et dans les villages. La durée de l'enquête dans chaque village a été d'une semaine. Les deux focus group ont été organisés dans chaque village dès les deux premiers jours de notre arrivée. Ces focus group réunissaient douze (12) personnes à chaque séance et les entretiens individuels ont été

¹⁷ Nous avons décidé de travailler à la fois sur le bois villageois et la régénération naturelle assistée, mais après l'enquête exploratoire nous avons compris que cette dernière technique était difficile à évaluer parce que moins structurée et ne se pratiquait pas de manière communautaire.

faits au cours des jours suivants. L'observation des comportements des populations et les discussions informelles ont été des techniques de collecte des données.

Dans l'ensemble l'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions, la difficulté majeure a été d'amener les femmes à s'exprimer lors des focus group. Au niveau du projet nous avons perdu beaucoup de temps avant d'effectuer les enquêtes, nos interlocuteurs étaient souvent indisponibles. La recherche de certains ouvrages et documents a aussi pesé sur notre étude.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

**DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION ET
ANALYSE DES RESULTATS**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE III : PRESENTATION DU CADRE D'ETUDE

III-1 Présentation de la région de Diourbel

Couvrant une superficie de 4861 Km², La région de Diourbel est la plus petite région du Sénégal après la capitale Dakar, dont elle est distante de 145 km. Diourbel est bordée par 3 régions Thiès, Fatick et Louga, elle est limitée au nord par Thiès et Louga, au Sud par Thiès et Fatick, à l'Est par Louga et Fatick et à l'Ouest par Thiès. la région compte 3 départements (Diourbel, Bambey et Mbacké), 8 arrondissements (Ndindy, Ndoulo, Baba Garage, Lambaye , Ngoye, Kael, Ndamé et Taïf) et 36 communautés rurales.

Figure 1 :

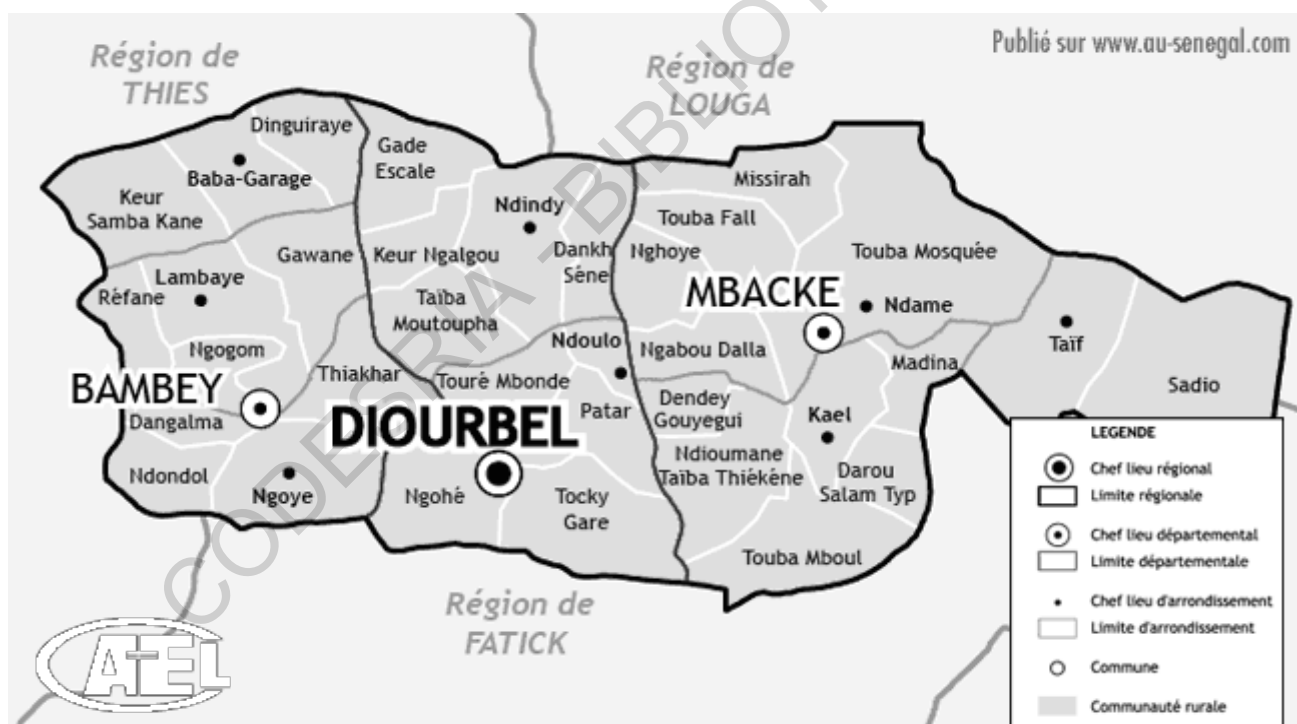


Figure 1 : Carte administrative de la région de Diourbel

Source¹⁸ : Association des Elus Locaux

¹⁸ <http://www.ausenegal.com/collectivites-locales/diourbel.html>, Direction des travaux géographiques cartographiques.

III-2 Présentation du département de Bambey

III-2-1 Situation géographique

Le département de Bambey se situe dans la partie Ouest, de la région de Diourbel et couvre une superficie de 1749 Km². Il est limité :

- Au Nord et à l'Ouest par la région de Thiès (au Nord par le département de Tivaouane et à l'Ouest par le département de Thiès et de Mbour) ;
- A l'Est par le département de Diourbel ;
- Et au Sud par le département de Fatick

Le département a un relief sensiblement plat et monotone, il fait partie de la zone agro écologique centrale du bassin arachidier. Il est subdivisé en trois arrondissements (Baba Garage, Ngoye et Lambaye), compte onze communautés rurales (Baba garage, Dinguiraye, Keur Samba Kane, Lambaye, Gawane, Réfane, Ngogom, Ngoye, Thiakhar, Ndangalma, Ndongol) et regroupe 398 villages.

III-2-2 Le climat

Le climat est de type soudano-sahélien, chaud et sec, avec des moyennes thermiques annuelles comprises entre 27°C et 29°C. Le maximum thermique est enregistré entre mai-juin et se situe aux environs de 38°C et les minima ne descendent guère en dessous de 22°C. L'insolation est importante et atteint dix heures par jour (10 h / jour).

Le climat est soumis à l'alternance d'une saison pluvieuse de trois mois et d'une saison sèche de 9 mois. La saison sèche qui dure d'octobre à juin est constituée d'une période fraîche et d'une période chaude.

La pluviométrie est caractérisée ces dix dernières années par son irrégularité. Le département de Bambey compte entre 70 et 90 jours hivernaux avec des risques de sécheresse moyens à élevés, et est classé zone apte aux cultures de cycle court. Le régime pluviométrique est très fluctuant (comme l'illustre le tableau ci - dessous) et très mal répartie dans le temps et dans l'espace et ainsi ne garantit pas toutes les années de bons rendements.

La moyenne pluviométrique annuelle de 1994 à 2003 est évaluée à 451,97 mm avec une moyenne de 32 Jours de pluie par an. Le record des dernières années est battu en 2001 avec 724,4 mm pour 33 jours de pluie seulement.

Tableau 1 : Variation de la pluviométrie de 1994 à 2003

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Moy.
Pluviométrie annuelles	418,8	498,4	336,1	385,8	320,1	566,9	547,4	724,4	349,2	372,6	451,97
Nombre jours de pluie	22	27	32	29	28	38	37	33	35	34	32

Source : Service Départemental du Développement Rural de Bambey.

Les vents sont d'intensité variable, les dominants sont Nord-Est et Sud-Ouest. Ils ont souvent des actions néfastes dans le département : lacération des feuilles et branches des cultures, accélérant le dessèchement des cultures et érosions éoliennes très importantes au niveau des sols nus (débarassés des résidus de récolte en fin de cycle). L'harmattan qui souffle généralement vers le mois de mai au mois de juin, est dans la direction Est-Ouest.

III-2-3 Les sols, le couvert végétal, les ressources forestières et hydriques

- Les sols : On distingue trois types de sols :

- les sols Dior (sols ferrugineux tropicaux peu lessivés) qui occupent la partie Ouest et Nord-Ouest du département ;
- les sols Deck (sols bruns hydromorphes) qui occupent la partie Sud- Est ;
- les sols Deck-Dior (sols ferrugineux tropicaux lessivés) forment une bande de transition entre les deux premières formations pédologiques.

On note la prédominance des sols Dior et Deck-Dior profonds de 1 à 2 m et qui offrent une texture favorable au développement végétatif; car la plus grande partie des eaux de pluie s'infiltré profondément pour alimenter les systèmes racinaires des arbres.

Les sols Deck-Dior retiennent mieux l'humidité que les sols Dior grâce à leur texture argileuse.

En période sèche, l'évapotranspiration peut compromettre l'humidité dont doivent disposer les végétaux se trouvant sur ces sols et cela, jusqu'à une profondeur de 90 cm environ.

Les sols Dior, avec un taux d'humus de 0,02% en général, sont par excellence des terres à culture d'arachide (CSE, 2000).

- Les ressources hydriques

Il n'existe aucun cours d'eau permanent dans le département, le lit de l'ancien fleuve traversant la zone est aujourd'hui asséché. Cependant le département est couvert par les nappes aquifères suivantes :

- la nappe crétacée supérieure (Mæstrichtien 255 à 374 m),
- la nappe du Paléocène (110 à 165m),
- les nappes de l'Eocène (44 à 65m)
- et les aquifères phréatiques : telle que la nappe de la zone de Khombole-Bambey-Diourbel

La Mæstrichienne est la nappe la plus productive mais elle est légèrement salée.

- Le couvert végétal et les ressources forestières

Le couvert végétal de la zone est caractérisé par la pauvreté de ses ressources. Elle ne renferme aucune formation forestière proprement dite. Seules quelques maigres reliques composées essentiellement d'épineux meublent un paysage quasi monotone sans rupture, avec comme composante ligneuse majeure de *Faidherbia albida* ou Kàad.

Quelques modestes dépressions présentent encore de rares peuplements de combrétacées pour la plupart médiocres. Bambey partage avec sa région d'appartenance (Diourbel) la même végétation, selon une étude sur la richesse floristique par région administrative, réalisée en 1998, la région de Diourbel ne compte que 580 espèces végétales soit le nombre le plus faible par rapport aux autres régions du Sénégal (BA Sanakho et Tibera, 1998).

Ces maigres reliques continuent à soutenir une bonne partie des besoins croissants en bois en milieu rural et font souvent l'objet d'un émondage sauvage en période de soudure. Cependant, des parcelles agroforestières disséminées à travers le département réalisées dans le cadre de la première phase du Projet Agroforestier de Diourbel, ont amélioré la monotonie du paysage rural (PAGF II, 2004).

L'essentiel des espèces ligneuses est donc constitué d'épineux tels que : *Faidherbia albida* (Kàad), *Acacia raddiana* (Seing), *Balanites aegyptiaca* (Soump) et *Zizyphus mauritiana* (Sidem) et exceptionnellement des espèces non épineuses telles que *Borassus aethiopicum* et *Cordyla pinnata* (Dimb). Parmi les herbacées, on peut citer quelques espèces dominantes comme *Zornia glochidiata*, *Cassia tora* et *Bracharia spp* (Sadio et al, 2000).

III-2-4 La situation démographiques et les activités économiques

Le dernier recensement général de la population en 2002, estimait la population du département de Bambey à 242.744 habitants dont 117.388 Hommes et 125 356 femmes. Cette population est composée de plusieurs ethnies à savoir, Sérères, Wolofs et de Peulhs. Les sérères constituent la tranche la plus importante de la population du département de Bambey. On y trouve également une communauté minoritaire de Soninké. La population est relativement jeune. (DPS, 2002)

Sur un total de 242.744 habitants, la population du département de Bambey est essentiellement rurale à 91,2 % soit 221.444 ruraux, la plupart des villages ont entre 20 et 60 ménages, avec une moyenne de 58 ménages par village (DPS, 2004). Les villages sont divisés en quartiers, dont certains se sont individualisés en hameaux. La taille moyenne des ménages est de 10 personnes, mais ceci n'est qu'une valeur indicative. Il existe deux catégories de familles à Bamabey, à savoir la famille patriarcale élargie et le ménage nucléaire, qui comptent de nombreux modèles intermédiaires (PAGF II, document de travail 2).

L'agriculture dans le département de Bambey fournit près de 70% du revenu rural brut et occupe approximativement 80% de la population. En effet on compte environ 25 900 exploitants agricoles, 79% d'entre eux ont moins de 5 ha. Les principales cultures pratiquées sont : arachide, mil, sorgho, niébé et manioc.

En plus de ces cultures, la population de cette zone pratique aussi le maraîchage, mais très limité par le manque de moyens financiers. Dans le département de Bambey, les potentialités d'un développement du maraîchage restent très réelles. Le maraîchage constitue, pour la zone une opportunité majeure qui est fréquemment abordée par les populations rurales en quête d'activités économiques rentables et durables.

La population pratique également l'élevage qui, compte tenu de certaines contraintes liées au pâturage, est de plus en plus orienté vers l'embouche. Le département de Bambey recèle encore certaines potentialités dans le domaine de l'élevage. En 1995 les effectifs étaient

estimés pour tout le département à 35000 bovins, 75000 petits ruminants. Ce sont les conditions climatiques qui fragilisent l'élevage traditionnel dans la zone, le cheptel est en transhumance pendant une grande partie de l'année. Ce qui fait que la production animale semble devoir s'orienter sur l'embouche bovine et ovine permettant ainsi de mieux valoriser les résidus de récoltes et de garder les animaux près de la concession pendant la période d'engraissement.

On note aussi la présence de plusieurs activités génératrices de revenu comme le petit commerce et la transformation des produits agricoles tel que l'arachide.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

III-3 Présentation de la communauté rurale de Gawane et des villages de l'étude

La communauté rurale est la plus petite collectivité locale est caractérisée par sa ruralité. Elle regroupe un ensemble de village et est dirigée par le Conseil Rural qui a compétence dans neuf domaines dont la gestion des ressources naturelles. La communauté rurale de Gawane se trouve au Nord Est du département de Bambey et compte 17 villages dont Keur Mbar et Ndièyène Thialaw, villages où s'est effectuée notre étude.

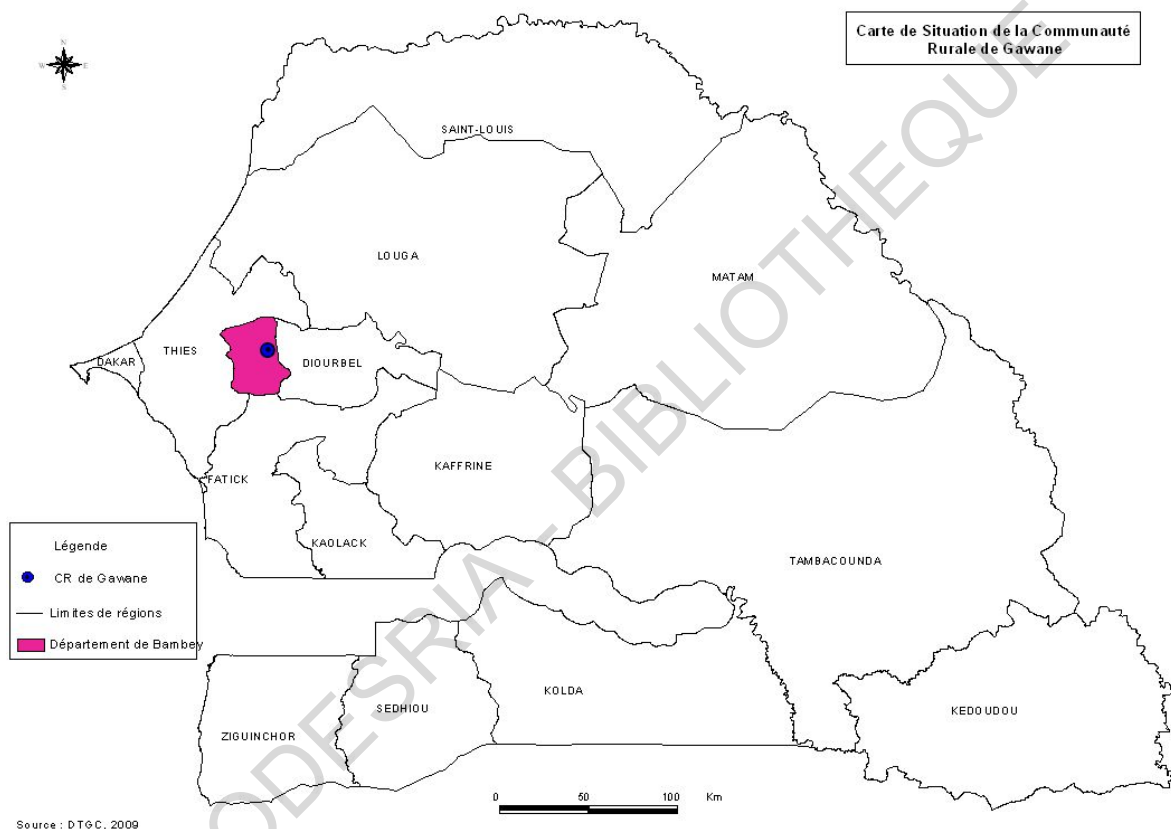


Figure 2 : Carte de situation de la communauté rurale de Gawane dans le département de Bambey (Source : Direction des travaux géographiques cartographiques.)

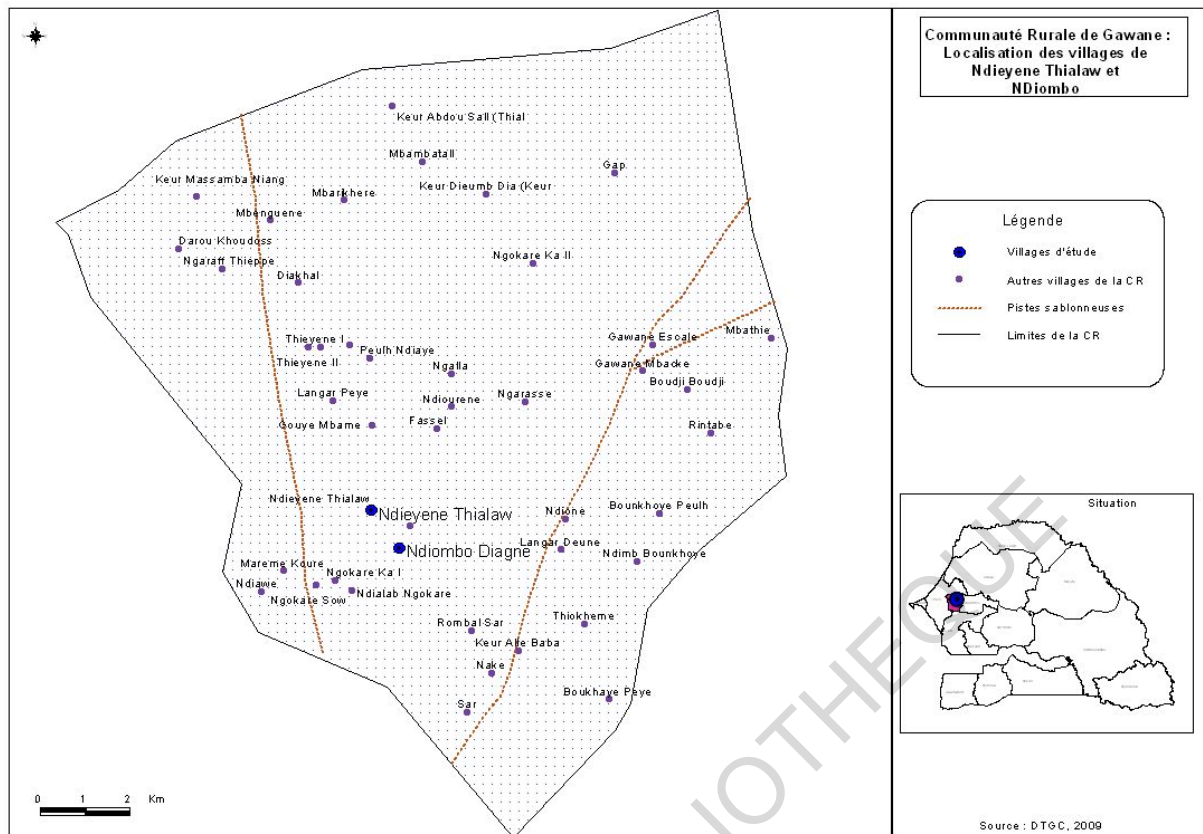


Figure 3 : Carte de situation des villages de Ndiéyène Thialaw et de Keur Mbar dans la communauté rurale de Gawane (Source : Direction des travaux géographiques cartographiques)

III-3-1 Le village de Keur Mbar¹⁹

Keur Mbar²⁰, ancien hameau de Ndiombo Diagne²¹ est un village dont les populations sont issues de deux familles, les Faye et les Sène. C'est un village sérère fondé par Mbar Tacko Sène originaire de Bambey Sérère. En 1927, il lui manquait des terres dans sa localité²² et il préféra se déplacer vers Ndiombo avec sa famille pour trouver un espace cultivable plus vaste et plus fertile. Mbar Tacko a été accueilli par le marabout de Ndiombo qui était d'ethnie Wolof. Ce dernier lui demanda de se rapprocher de ses parents Sérères, en lui octroyant des terres, à côté des Faye de Ndiomnekh. Au lieu de Ndiomnekh c'est le nom de Keur Mbar qui a ainsi prospéré pour désigner

¹⁹ Le dernier recensement qui date de 2002 a été effectué avant l'érection de l'hameau de Keur Mbar en village, c'est pourquoi sur la carte c'est Ndiombo qui est mentionné au lieu de Keur Mbar.

²⁰ Source des informations sur le village nous provient de l'entretien avec deux notables du village qui nous ont été recommandés et à partir du rapport du PDT du village réalisé par le PAGF

²¹ Nom mentionné sur la carte.

²² Selon les notables du village, il a été exproprié par l'Etat et c'est le site où se trouve l'actuel Centre National de Recherche Agricole de Bambey (CNRA)

le village. Keur Mbar Tacko était alors un hameau de Ndiombo, jusqu'en 2002 quand la demande d'officialisation en village a été introduite auprès de la préfecture et acceptée²³.

Le village de Keur Mbar est situé à cinq (5) km de la communauté rurale de Gawane, dans l'arrondissement de Lambaye, département de Bambey. La population qui s'élève à 1040 habitants dont 260 femmes, 364 filles et 104 hommes, 312 garçons. Hormis deux familles Peulhs, toute la population est d'ethnie sérère, mais maîtrise mieux le wolof qui est la langue de communication courante. La population est essentiellement musulmane et de la confrérie Mouride.

Keur Mbar compte 21 carrés, le village étant lotissé, l'habitat y est de type regroupé avec une dominance de cases en chaume. La couverture en eau est insuffisante, les mares sont aujourd'hui presque toutes ensablées, par conséquent, elles tarissent vite. Le village est alimenté en eau potable à partir d'un puits de plus de 50m foncé en 1970. Il existe un autre puits relié au forage²⁴ mais celui-ci est présentement inutilisable.

On note par ailleurs une dégradation avancée du couvert végétal, cependant des plantations artificielles sont réalisées comme le premier bois de village réalisé en 1987 avec le service des Eaux et Forêts et le second bois avec le PAGF II.

Keur Mbar connaît un exode saisonnier vers Touba et Dakar essentiellement. Cet exode qui concerne les jeunes hommes, les jeunes filles et même les femmes mariées ; à la recherche de revenus additionnels en période sèche voire toute l'année.

La plupart des infrastructures et équipements du village sont l'œuvre de la mission catholique CARITAS (case de santé, forage et batteuse), du PAGF I. (moulin à mil et magasin de stockage) et avec la participation financière des populations.

Ce village très dynamique que loue le PAGF II a eu à collaborer avec différentes structures la SODEVA dans les années 70, avec le corps de la paix dans les années 90 et à partir de 1991 avec PAGF I. En collaboration avec le PAGF II, Keur Mbar a bénéficié d'une pépinière villageoise, d'un bois de village, et de la construction d'une boutique villageoise.

Le village compte au niveau organisationnel deux GIE, un GPF, deux comités de gestion case de santé et moulin à Mil et un Comité de développement villageois (CDV). La mise en place du CDV de keur Mbar a eu lieu dans la deuxième phase du projet en 2001. Le bureau est composé

²³ le dernier recensement qui date de 2002 a été effectué avant l'érection de l'hameau de Keur Mbar en village, c'est pourquoi sur la carte c'est Ndiombo qui est mentionné au lieu de Keur Mbar.

²⁴ Forage réalisé avec l'appui de la mission catholique CARITAS, avec une participation financière des populations

du président, vice président, secrétaire général, secrétaire général adjoint, trésorier, trésorier adjoint, commissaire au compte, et commissaire au compte adjoint et des relais.

Bien que disposant d'infrastructures et d'une population assez dynamique, Keur Mbar reste un village pauvre avec une absence d'électricité et d'activités génératrices de revenus pour la majorité des populations, l'agriculture étant devenue de subsistance.

III-3-2 Le village de Ndiéyène Thialaw²⁵

Ndiéyène Thialaw vient de la combinaison des noms Ndiaye et Salaw. Les Ndiaye sont les autochtones, les premiers habitants du village, ils étaient des subalternes « Badolas » qui ont été asservis, par un noble venant de Salao²⁶. Les originaires de Salao devaient régner par succession matrilineaire à Lambaye et firent de ce village leur capitale de transit.

Ndiéyène de Thialaw était devenu un vassal peuplé par des nobles (les thialaw), des subalternes (les Ndiayes traités comme des esclaves) et s'y est ajouté une troisième lignée (les Cissé). Ces derniers sont des Mandingues originaires du Saloum (précisément de "Pakala Nguédj"), réputés sages et érudits du coran. Ils ont fait allégeance au Roi Salao qui les craignait et n'ont pas ainsi été opprimés. L'avènement de la colonisation avec la destitution des royautes et la suppression de l'esclavage, les rênes du village échurent entre les mains des "Cissé".

Malgré leurs différentes origines les populations s'expriment et ne comprennent que le wolof. Ndiéyène Thialaw se trouve dans la même localité que Keur Mbar tout juste à deux (2) km. Ce village est constitué de 3 hameaux. Sa population, estimée à 483 habitants est répartie entre 38 concessions. Les données recueillies auprès du chef de village ne font pas ressortir une répartition par sexe de cette population. Elles se présentent ainsi 246 Imposables, 229 non imposables et 18 exemptés.

Le village rencontre des difficultés sur ces ressources en eau, sol et végétation. Le village possède un puits mais l'eau est impropre à l'agriculture et à l'arboriculture, l'eau du puits essentiellement destinée à la consommation des ménages, suffit à peine. Les sols du village sont pratiquement pauvres, la plupart des terres sont infertiles du fait de l'absence de jachère et du manque d'engrais. Aussi l'exode rural est très élevé vers Dakar et Touba, seuls les plus démunis restent au village. Avec les mauvais hivernages successifs, pratiquement tous les jeunes sont absents du village, ils ne reviennent que pour les récoltes. L'exode est très marquée, ceux qui résident dans le village souhaite aller s'installer à Touba.

²⁵ Entretien avec le vieux Baba Cissé LO, ancien notable du village aujourd'hui résident à Touba, il tient un étal en face du centre de santé de la ville de Bambey et s'exerce dans la vente de fripes

²⁶ Zone située entre les royaumes du Baol et du Sine

Le village est encadré depuis 2003 par le PAGF II, il l'a été également encadré durant la 1^e phase du projet PAGF et un bois de village a ainsi vu le jour. De ce bois villageois, il ne reste pratiquement pas grand-chose, la haie qui protège généralement les bois de village n'existe plus il reste de ce bois que quelques arbres parsemés de part et d'autre. Durant la deuxième phase du projet les plants qui devaient servir à regarnir le bois sont morts et la pépinière n'est plus pratiquée. Après l'encadrement du village par le PAGF II, il n'y a pas eu de suivi, seul le GPF est assez dynamique grâce à la capacité de mobilisation de sa présidente. Le projet en phase finale de consolidation n'intervient plus dans ce village, il se concentre sur les villages qui font des résultats.

C'est un village très pauvre qui a subi plusieurs fois des incendies. Celles-ci ont touché des concessions et même le bois de village et le bois pour la reconstruction de cases y a été prélevé sans replantation. Il n'y a ni eau de qualité, ni électricité, ni activités génératrices de revenus. Ndiéyène Thialaw est un vieux village qui se meurt.

III-4 Présentation du Projet Agroforestier de lutte contre la désertification de Diourbel (PAGF II)

III- 4 -1 Historique du PAGF II

Le projet agroforestier de lutte contre la désertification est né du programme spécial pour la zone subsaharienne de l'Afrique frappée par la sécheresse et la désertification. Ainsi la première phase du projet a été financée à partir d'un accord de prêt signé entre le gouvernement du Sénégal et le Fonds International de Développement Agricole (F I DA), suite à une demande d'assistance adressée par le gouvernement du Sénégal. D'un coût total de 5,323 Milliards de FCFA de l'époque, le projet qui a été conçu pour une phase de 5ans, devrait être financé à hauteur de 65% par le FIDA avec une contribution de 28% des bénéficiaires sous formes d'investissements, notamment les groupements de producteurs (Groupements d'Intérêt Economique et Groupements de Promotion Féminine) et à hauteur de 7% de l'Etat du Sénégal. La zone d'intervention de la première phase comprenait les départements de Diourbel et de Bambey et ciblait 7000 ménages soit 70000 personnes et avait comme objectifs l'augmentation de la production vivrière par le développement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) des petits exploitants et la réhabilitation des écosystèmes dégradés.

L'approche du projet dans le cadre de cette première phase s'était inspirée des orientations suivantes :

- prendre le village comme unité d'intervention
- bien connaître le milieu au préalable
- encourager les initiatives individuelles, notamment dans la réalisation des parcelles agroforestières
- toucher le maximum de cibles dans les villages à travers la réalisation d'infrastructures communautaires (périmètres irrigués) ou la mise en place d'équipements collectifs (Banque Céréalières, Moulin à mil, etc.)

Le village encadré était choisi à l'issue d'une étude sommaire du milieu, réalisée par l'agent de terrain. Les paysans qui bénéficiaient de l'appui étaient identifiés principalement sur la base du volontariat. En effet, durant la première phase, le PAGF avait un volet agroforesterie, et lors d'assemblées villageoises demandait à tous les paysans désireux de collaborer avec le projet de mettre en place une haie vive d'euphorbe (Daffé, 2005) c'est ainsi qu'il appuyait les paysans dans l'approvisionnement en euphorbe, en fil de fer barbelé, en piquet rônier et en espèces épineuses pour la confection des haies vives. Une fosse compostière était implantée à l'intérieur de la parcelle et certains exploitants bénéficiaient en plus d'une étable fumièrre alimentée à partir de prêts consentis auprès de la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS) qui logeait une ligne de crédit du projet.

Cette approche centrée sur l'exploitant était complétée par la mise en place d'équipements (Banque Céréalière villageoise ou Moulin à mil) pour appuyer et motiver les initiatives collectives. Egalement le projet dans le cadre de l'objectif diversification des cultures, a réalisé 7 grands périmètres irrigués, dont le choix du site obéissait particulièrement à la disponibilité en eau.

Au terme de la première phase, nous noterons que les effets du projet sur les populations sont indéniables, l'ensemble des domaines d'intervention ciblés correspond à un besoin réel des populations. Celles-ci ont bien accueilli les activités génératrices de revenu, la mise en place de moulin à mil, du crédit, etc. Cependant Les populations ne s'étaient pas réellement appropriées les résultats obtenus à partir de cette démarche. Durant la phase de transition, leur désengagement était perceptible après l'arrêt du financement des activités génératrices de revenus. Dans les grands périmètres maraîchers faute de suivi et d'appui technique seul réellement un, avait poursuivi la production.

L'efficacité des résultats est donc à relativiser, surtout que les financements consentis auraient pu être davantage rentabilisés (A. Sall, 2000).

L'analyse des interventions a abouti à la conclusion que l'approche du projet était dirigiste et inefficace pour les raisons suivantes :

- le choix des villages dépendait strictement de considérations propres au projet,
- les activités tournaient autour de celles proposées par le projet,
- les activités de production de plants étaient réalisées en dépit des puits forestiers et les plants mis ensuite à la disposition des populations,
- aucun soubassement organisationnel ne précédait la conduite d'activités dans un village.

En somme l'atteinte d'objectifs physique primait sur la pertinence et la pérennité des activités (Belgato, 2001)

III- 4 - 2 Objectifs du PAGF II

Dans la nécessité de consolider les acquis de la première phase, une deuxième phase a été initiée avec l'appui du F I DA (Fonds International de Développement Agricole) et de la BOAD (Banque Ouest Africaine de Développement).

Cette deuxième phase vise comme principal objectif de favoriser au sein des villages bénéficiaires, l'émergence de conditions favorables à un développement durable et auto soutenu ; et comme objectifs Spécifiques :

1. Stabilisation du processus de dégradation des ressources naturelles des terroirs à travers la gestion des ressources naturelles et de l'environnement ;
2. Augmentation des revenus des populations rurales a travers la diversification des cultures et le développement des AGR ;
3. Renforcement des capacités locales des populations.

Dans le but d'une efficience de ses résultats le PAGF II a défini un groupe cible. Il est constitué d'hommes, de femmes et de jeunes adultes vivant dans une situation de précarité du fait des aléas climatiques, de l'insuffisance d'infrastructure hydrauliques villageoises (eau domestique et irrigation) et de la baisse des revenus agricoles.

Ce groupe cible se situe en zone rurale, au niveau des villages de petite taille. C'est dans cette perspective que le programme a ciblé les villages, ayant une population comprise entre 200 et 800 habitants et n'ayant pas bénéficié de la phase I ; excepté quarante (40) ayant donné satisfaction durant cette phase. La population concernée s'élève à environ 80 000 personnes, soit 8000 ménages.

La tâche du projet est de veiller à ce qu'aucun groupe social défavorisé ne soit exclu de son appui. Et parmi ces groupes sociaux, les femmes et les jeunes adultes constituent les bénéficiaires prioritaires.

III- 4 -3 Organisation et fonctionnement du PAGF II

Le PAGF II, rattaché au Ministère de l'environnement, est placé sous la surveillance et le contrôle de deux organes :

*Au niveau régional, le Comité régional de Coordination, présidé par le Président du Conseil Régional de Diourbel, est composé des représentants des services régionaux impliqués dans la mise en œuvre du projet et des représentants des bénéficiaires. Ce comité est chargé d'examiner les stratégies d'intervention du projet, les programmes techniques et budgétaires annuels (PTBA) et les rapports d'avancement. Il se réunit deux fois par an.

*Au niveau national le Comité de Surveillance, présidé par le Ministre de l'environnement est composé en plus du gouverneur de la région de Diourbel, des représentants des différents ministères concernés et des représentants des bénéficiaires. Ce comité examine et approuve les PTBA avant leur soumission à l'avis des bailleurs de fonds. Il se réunit au moins une fois par an.

Le PAGF II est mis sous la direction de l'Unité de Direction et de Suivi (UDS), chargée du contrôle et du suivi des activités du projet.

L'UDS comprend le Directeur du projet, le Chef Comptable, le conseiller en Développement Participatif (CDP), le Conseiller en Infrastructures Rurales (CIR), le responsable de Suivi Evaluation (RSE) et le personnel d'appui (secrétaires et chauffeurs). Il est structuré autour de quatre composantes : Unité de Direction et de Suivi (UDS), Renforcement des Capacités Locales (RCL), Appui aux Productions Agro-sylvo-pastorales (APASP) et la composante Pistes Rurales (PR).

1) **RCL**: renforcement des capacités locales, cette composante regroupe les activités de formation et d'appui visant les populations cibles en vue de favoriser leur auto promotion. Ce sera dans le cadre d'actions de :

- sensibilisation et d'information sur le Projet
- Formation en organisation pour aider à se doter d'une structure villageoise de concertation, de coordination et de gestion (CDV) chargée d'assurer l'interface du village avec les opérateurs extérieurs

- Formation et appui méthodologiques spécifiques pour leur donner des outils et les compétences nécessaires à l'analyse de l'existant, la recherche de solutions à leurs principales contraintes, et à l'élaboration participative du PDT permettant de distinguer le PM (programme minimum) et le PAP (programme d'actions prioritaires),
- Formations spécifiques dispensées aux jeunes illettrés (en priorité), cooptés par le village pour remplir les fonctions de Relais.

2) **APASP** : Appui aux Production Agro-sylvo-Pastorales, cette composante est axée autour des actions suivantes :

- Lutte contre l'érosion, la baisse de fertilité des sols et la divagation des animaux
- Lutte contre la déforestation (amélioration approvisionnement en bois)
- Faciliter l'accès à l'eau potable
- L'accès aux crédits
- L'allègement des travaux de la femme et l'accès aux marchés hebdomadaires

Globalement, cette composante vise la diversification des productions et des revenus, la restauration et la préservation de l'environnement et de la diversité biologique, la commercialisation et la conservation des excédents de production.

3) **PR** : La composante pistes rurales, vise à désenclaver certaines zones du projet confrontées à des problèmes cruciaux de voies de communication. Elle concerne la construction de pistes rurales d'accès aux périmètres irrigués et l'aménagement de chemins ruraux dans le département de Bambey.

4) **UDS** : composante chargée de la gestion du projet, elle concerne toutes les activités liées à l'administration, le suivi et la coordination.

Ainsi dans le fonctionnement du projet l'UDS se charge de l'administration, et assure le suivi, le contrôle et la coordination des activités, mais le projet n'exécute pas lui-même les activités sur le terrain. Par le biais de contrats et de conventions, les opérateurs sous-traitants assurent l'exécution des activités. Ces opérateurs partenaires principaux (OPP) pourront eux même faire appel à des opérateurs partenaires spécialisés (OPS) dans les cas où l'intervention exige une expertise non disponible au sein de l'OPP.

Chaque OPP emploie des animateurs qui assurent l'encadrement et le suivi des activités sur le terrain.

III- 4 -4 Démarche et stratégie d'intervention du PAGF II

Globalement, le schéma d'intervention arrêté lors de la première phase n'a pas toujours bien fonctionné. Des difficultés d'organisation et une insuffisante maîtrise de la programmation ont de façon générale rendu inefficace la méthode d'intervention qui dans l'ensemble a été beaucoup plus sélective que globale.

C'est ainsi que dans le cadre de la deuxième phase, la MARP a été consacrée par le PAGF comme méthode de base, préalable à toute intervention sur le terrain (A Sall, 2000).

La rupture observée par rapport à la démarche de la première phase s'appuie ainsi sur ces orientations :

- l'information et la sensibilisation continues des populations sur des sujets relatifs à une gestion des activités dans les villages
- l'organisation des bénéficiaires par la création dans chaque village d'une structure qui gère l'interface avec le projet, le Comité de Développement Villageois (CDV) dont les membres sont choisis par et parmi les populations, le projet veillera à ce qu'au sein du CDV toutes les sensibilités du village soient représentées : chefs coutumiers, notables, hommes, femmes et jeunes
- l'élaboration participative d'un Plan de Développement du Terroir (PDT) intégrant toutes les préoccupations des bénéficiaires,
- l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de programmes opérationnels émanant des PDT par les populations elles mêmes
- la formation et l'appui à la réalisation des PDT par le biais d'un protocole stipulant les obligations de chaque partenaire
- La prise en charge par les populations des activités qui ne nécessitent pas l'appui d'un intervenant extérieur tels que l'embocagement, la production des plants, le compostage etc.
- Des formations ponctuelles seront dispensées aux relais choisis dans chaque village par les populations. Les relais serviront de courroies de transmission entre elles et le PAGF II.

III- 4 -5 L'opérateur partenaire principal du PAGF à Bambe²⁷

L'un des objectifs spécifiques du PAGF II est le Renforcement des Capacités Locales des populations (RCL). Le RCL est d'une capitale et a été considéré comme étant une composante à part entière. Ainsi, son exécution est confiée à des Opérateurs Partenaires Principaux. Dans le département de Bambe, le projet agroforestier encadre 91 villages, à travers le cabinet MS & ASSOCIES²⁸ qui est son opérateur partenaire principal (OPP). L'OPP travaille dans chaque village avec le CDV à partir du PDT (plan de développement du terroir) qui est élaboré par les animateurs avec la participation des populations.

La stratégie du RCL est basée sur la démarche participative et le Faire-faire. L'approche du projet est dite participative et contractuelle :

- Participative : partage des tâches et des financements
- Contractuelle : du fait qu'au niveau des villages sélectionnés il avait été identifié l'existence des conditions nécessaires à la réussite des activités éligibles aux appuis du projet (présence d'atouts biophysiques, profil socioéconomique des ménages en mesure de s'impliquer dans les actions de restauration de l'environnement).

Le personnel de l'OPP de Bambe est recruté par MS & ASSOCIES, il s'agit essentiellement d'un responsable départemental et de cinq animateurs. Le responsable départemental est chargé d'assurer le suivi permanent de l'ensemble des activités mises en œuvre avec les populations et de contrôler les avancées et les résultats obtenus,

Les animateurs doivent assurer l'ensemble des activités de terrain relatives au projet et au plan de développement du terroir de chaque village. Ils gèrent la sensibilisation et l'information des populations²⁹. Le projet a eu à intervenir dans 91 villages de Bambe répartis en 5 zones (soit environ 15 villages par zone), chaque zone est placée sous la responsabilité d'un animateur. L'opp de Bambe touche chaque année un lot de villages, trois générations de villages se sont succédés en 2001 (34), en 2002 (20) et en 2003 (37) villages. De 2003 à 2006, c'est la phase de consolidation, il n'y a plus de nouveaux villages, les animateurs se concentre uniquement sur les villages qui font des résultats

Après la sensibilisation sur l'approche et les buts du projet, dans chaque village, l'animateur aide à mettre en place un **CDV**³⁰, constitué d'un bureau de 9 membres. Ensuite le **diagnostic**³¹

²⁷ Rapport de présentation du PAGF2 55p

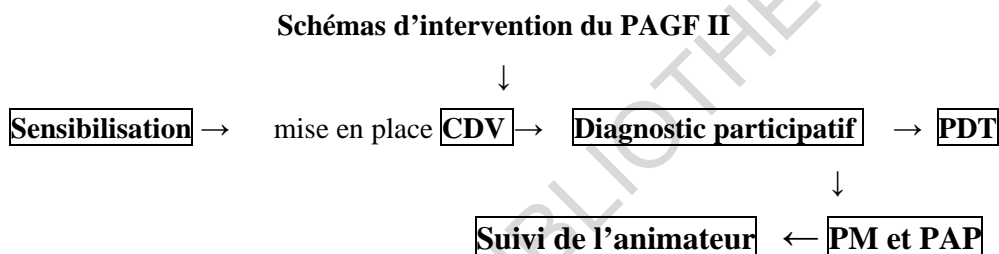
²⁸ Recruté en 2002, après la résiliation du contrat de son prédécesseur le cabinet SALL CONSULTING

²⁹ Le suivi des activités annuelles, la sensibilisation et l'encadrement leur sont attribués

³⁰ C D V comité de développement villageois avec le GPF (groupement de promotion féminin) sont les deux structures du développement villageois et leurs membres sont les bénéficiaires du projet ; ces structures sont présentes dans 126 villages

participatif est fait par les populations membres du CDV et des techniciens³². A la suite du diagnostic on passe à la phase de **planification** (qu'est qu'il y a à faire ? qui va faire quoi ?). Et de là, le **plan de développement du terroir** (PDT) est élaboré par les populations elles mêmes. Ce plan est constitué : d'un *programme minimum* (réalisable par les populations, comme les bois villageois où l'apport du projet est la formation uniquement) et d'un *programme d'action prioritaire* exécuté par le PAGF et d'autres partenaires, car le projet ne peut répondre à toutes les sollicitations (comme le volet infrastructure- équipements : moulin à mil, puits, forages, magasins de stockage, etc).

Figure 4 : Schématisation des étapes de l'intervention du PAGF II



³¹ Enquêtes qui concernent tous les domaines agro économique, social, organisationnel, institutionnel et ressources naturelles, pour faire ressortir les besoins

³² Selon le projet ce sont des personnes ressources capables de conduire un diagnostic participatif et maîtrisant des outils comme la MARP

CHAPITRE IV : PORTEE ET LIMITES DE LA STRATEGIE DE COMMUNICATION DU PAGF II SUR LA PARTICIPATION AU BOIS VILLAGEOIS

IV-1 Percpetion des populations sur le bois de village et l'approche du PAGF

Les informations qui suivent sont tirées des discussions issues des quatre focus group tenus avec les femmes et les hommes séparément dans les deux villages de l'étude, Ndièyène Thialaw et Keur Mbar. Ces informations sont complétées avec les différents entretiens réalisés.

L'approche participative et la stratégie développée par le PAGF, avec le suivi permanent des activités de pépinière, de reboisement et d'entretien du bois villageois par l'animateur et le relais technique, ont permis aux populations d'être conscientes du rôle qu'elles doivent jouer dans la gestion de leur terroir. Elles ont une perception différente de la dégradation, elles ne le voient plus comme une fatalité mais comme un phénomène évolutif dans lequel ils ont une part de responsabilité. *« L'essentiel des causes de la dégradation de notre végétation est d'ordre anthropique on ne pratique plus la jachère, on utilise une agriculture extensive et des méthodes de culture qui empêchent la régénération naturelle, nous ne pratiquons pas le reboisement... »* affirme le vieux A.S lors du focus group des hommes de Keur Mbar.

Grâce au projet les populations ont acquis des connaissances sur le reboisement comme l'affirme la dame Y.D., lors du focus group des femmes de Keur Mbar *« nous avons aujourd'hui des connaissances en multiplication végétative, traitement des graines, gestion de la pépinière et technique de reboisement. Tout cela est dû à l'intervention du FIDA³³, qui nous a orienté dans la voie de la gestion durable de notre bois villageois »*. Les populations ne tarissent pas ainsi d'éloges à l'égard du PAGF et énumèrent les réalisations obtenues grâce au projet. L.F., 71ans, analyse, l'intervention du projet d'une façon imagée en ces termes *« si le développement de notre terroir était une porte, le Fida en serait la clef »*.

Les populations trouvent que les bois de village sont utiles et ont plusieurs avantages. Ils constituent un véritable poumon vert et un brise-vent pour le village, une réserve de bois de chauffe et de services dont la vente peut générer des revenus substantiels mais ne suffit pas à l'autoconsommation locale.

³³ Appellation communément donnée par les villageois au PAGF

IV-2 Participation des populations de Keur Mbar à la gestion du bois de village

Les populations de Keur Mbar s'activent dans la gestion de leur bois villageois. En effet, à l'approche de la saison des pluies, elles préparent la pépinière et cultivent ainsi les plantes qui doivent garnir le bois. Les semences, les gaines et le petit matériel pour les activités de la pépinière sont fournis par le projet. Le travail est surtout effectué par les femmes qui s'occupent de la préparation du terreau à remplir dans les gaines et sèment les graines. Elles se chargent également de l'entretien des jeunes pousses. L'arrosage est pris en charge par deux hommes seulement. Les femmes apportent l'eau en se relayant au puits. La puisée constitue une véritable corvée car le puits est très profond. En 2005 sur les 68 personnes qui ont participé à la pépinière, les 66 étaient des femmes. Lors de la pépinière, les hommes sont absents du village et même s'ils y sont, ils ne participent pas « *les hommes considèrent les activités de pépinières comme de menus travaux que peuvent accomplir les femmes. Ils participent néanmoins en compagnie des femmes au reboisement du bois de village* », avance MF, la cinquantaine, président du CDV de Keur Mbar.

Les jeunes garçons ne s'intéressent même pas au travail du bois de village, ils sont en exode ou préoccupés par leurs activités personnelles. Les jeunes filles accompagnent parfois les femmes surtout pour la puisée mais pour la plupart du temps ne sont guère motivées.

Les relais techniques chargés de la démultiplication déclarent pourtant que les populations maîtrisent bien les techniques de pépinière et de plantation mais prétextent souvent le manque de temps pour participer aux activités de gestion des ressources ligneuses communautaires.

IV-3 Participation des populations de Ndiéyène Thialaw à la gestion du bois de village

Les populations de Ndiéyène Thialaw, elles par contre ont délaissé leur bois et n'entreprennent plus des activités de pépinière et de reboisement en communauté. Elles mettent en cause la rareté de l'eau qui suffit à peine pour les activités domestiques. Le seul puits³⁴ dont dispose le village est profond et est souvent à sec pendant la saison sèche. Et c'est à cette période que se fait la pépinière. A cet effet, S.C 33 ans déclare :

³⁴ Ce puits constitue un habitat pour les chauves-souris, son eau n'est pas saine.

« *Ku talul yuut doo wocu* »³⁵. D.W la cinquantaine explique cette allégorie en affirmant : « *Le projet nous a fournit des gaines et des semences, nous a également formé en technique de pépinière et de reboisement, a creusé un forage mais l'équipement du forage n'est pas toujours effectif et sans eau on ne peut pas regarnir le bois villageois* ». Et il renchérit : « *nous connaissons tous les avantages que peut nous procurer ce bois de village s'il est bien tenu, même dans cet état déplorable, il nous sert de brise-vent et protègent nos habitats. Mais en saison sèche il faut savoir qu'il n'y a aucune activité à mener dans le village nous préférons donc aller dans les villes pour trouver de quoi subvenir aux besoins de nos familles* ».

Concernant la non gestion du bois, l'affirmation de la dame C.D résume la plupart des propos en ces termes « *Yeene bi mi ngi fi waaye dolé bi ak am am bi moo ko mate wul* »³⁶.

Nous voyons ainsi que la dynamique des villages est très différente l'un gère son bois villageois et essaye à chaque année d'accroître le nombre et la diversité des espèces tandis que l'autre village ne parvient pas à gérer le bois et les populations ont cessé toute activité de pépinière. On a l'impression qu'à Ndiéyène Thialaw, toute activité en rapport avec le PAGF est boycottée pour contraindre le projet à leur appuyer dans l'obtention de l'eau.

IV-4 Succès et échecs de la stratégie de communication du PAGF2 sur la participation au bois villageois

Les populations perçoivent le bois villageois comme une bonne initiative mais trouvent qu'il faut consentir beaucoup d'efforts et de moyens, dont elles ne disposent pas. Elles trouvent qu'en retour les résultats sont souvent médiocres, faute d'eau et d'un bon sol³⁷. Ainsi les populations qui s'investissent dans le bois préfèrent avoir leur propre bois car considèrent qu'elles travaillent pour tous sans aucun gain. Comme nous le disions les résultats d'une action collective peuvent profiter à certains sans qu'ils y aient participé. L'« individu rationnel » participe à l'action collective à condition de ne pas supporter les coûts éventuels de l'échec.

³⁵ Dictionnaire wolof, qui donne en traduction « Celui qui ne dispose pas de forces pour bavarder n'en disposera pas pour vomir »

³⁶ Nous voulons bien mais les moyens et notre pouvoir économique ne nous le permettent pas.

³⁷ Sol pauvre et attaque des termites

Mais les populations pensent qu'avec les réalisations obtenues leur environnement est meilleur qu'auparavant. Ils ont reçu beaucoup de connaissances en GRN, ce qui fait dire à K. C. que « *le PAGF ne nous a pas donné du poisson mais il nous a appris à pêcher* ».

L'approche du PAGF a eu le mérite de sensibiliser les populations sur la dégradation de leur couvert végétal et de les emmener à réagir selon leur capacité avec toutefois un certain appui donné par le projet pour renverser la tendance de la dégradation des ressources ligneuses. Cependant au village de Ndiéyène Thialaw depuis la fin de l'encadrement permanent qui dure 2 ans les activités ont au fur et à mesure cessé.

L'approche communicationnelle a été donc bonne au début car a enclenché la participation mais celle-ci ne s'est pas pérennisée. Nous remarquons que les théories participatives avec leurs atouts indéniables soumises aux réalités du terrain se heurtent à des facteurs externes non maîtrisés surtout au plan social. La mise en œuvre de l'approche participative recèle un certain nombre d'obstacles dans la gestion des bois de village.

En gros les failles du projet résident dans la non compréhension dès le début des objectifs par les populations. Ces dernières en grande majorité ne parviennent toujours pas toujours à dire l'objectif du projet. De plus les populations avancent ce qu'elles aimeraient que le projet fasse pour elles ou réclament une motivation de la part du projet. Les populations acceptent au début les activités demandées par le projet pour obtenir en retour les réalisations souhaitées. Au bout d'un certain temps si elles ne sont pas satisfaites, elles délaissent les activités recommandées par le projet. Seuls les relais techniques et les présidents de CDV et de GPF parviennent à décliner les buts visés par le PAGF. L'information n'est pas démultipliée par ces leaders lasses et préoccupés par les conditions de vie pénibles. L'animateur qui doit faire le suivi dispose d'un nombre important de villages et déclarent que les populations sont assez sensibilisées mais les difficultés de la tenue du bois et l'absence d'activités génératrices de revenus freinent la participation.

Il convient de remarquer que le projet n'a pas spécifiquement un plan d'action ou ne démarche élaborée pour la sensibilisation à la gestion des ressources naturelles. Cette sensibilisation est laissée à l'appréciation de l'animateur et du président du CDV lors des réunions villageoises. L'approche du PAGF est participative car n'oblige pas les populations à faire les activités, même si on voit que les villages qui ne sont pas dynamiques sont « ignorés ». La communication même si elle se fait dans le cadre du CDV est informelle car il n'existe ni plan, ni suivi. L'évaluation se porte sur le résultat final, les réalisations.

Nous constatons que même si la communication est prépondérante, il existe d'autres facteurs liés à la participation à la gestion communautaire des bois villageois.

Chapitre V : Les facteurs socio-culturels liés à la gestion du bois villageois

Les facteurs socio-culturels prépondérants pour une participation au bois de village sont essentiellement : une dynamique organisationnelle et la présence d'« activistes » du développement. Par ailleurs, les facteurs qui freinent la participation paysanne au bois de village et en générale à la gestion des ressources ligneuses sont : le manque d'eau, la précarité de l'agriculture, l'arboriculture non traditionnelle et l'exode rural.

V-1 Les facteurs socio-culturels liés à la participation au bois villageois

V-1-1 Une dynamique organisationnelle

L'un des principaux facteurs qui permet une participation effective des populations est l'existence d'une dynamique organisationnelle. En effet il faut que l'ensemble des membres de la collectivité se sente concerné et qu'il ait un objectif commun. Le CDV est un premier pas, mais s'il n'est pas actif, comme à Ndièyène Thialaw, son rôle est imperceptible.

Les populations doivent avoir une même volonté de réussir ; en matière de GRN un individu seul ne peut agir, c'est une entreprise, un bien commun qui doit être l'apanage d'une communauté. A Keur Mbar même si ce n'est pas toute la population qui est active dans le bois de village, elles sont toutes en accord pour sa gestion

V-1-2 Les meneurs ou activistes du développement villageois

Ils sont prêts à tout pour le développement de leur village. Ils sont dynamiques et ont la capacité d'innovation et de drainer des ressources potentielles dans leur village. Les meneurs ou activistes du développement villageois attirent souvent les projets au bénéfice de la communauté. Ils sont là pour rappeler les populations à l'ordre et constituent des références pour ces dernières. Les meneurs sont à la fois facilitateurs, animateurs, mobilisateurs et souvent considéré par les projets comme des élites. Ils servent souvent de relais entre le projet et les populations (Bierschenk, et al, 2000).

Nous avons eu à réaliser avec ces leaders un entretien où nous avons retracé leur récit de vie.

Dans le but de comprendre, à travers leur spécificité et leur attitude, leur position de maillon non négligeable dans la participation des populations.

Dans le village de Keur Mbar la personne identifiée comme leader du développement est le Président du CDV qui est également un des relais techniques. Les populations du villages l'appellent "Baay fall"³⁸ parce que infatigable pour la réussite des activités menées avec les projets. Les populations de Keur Mbar et le PAGF témoignent de son dynamisme, de son esprit d'initiative et de son altruisme.

M. F., président du CDV de Keur Mbar et chef de village, nous raconte son expérience en GRN et l'amour qu'il voue au développement de son terroir :

« Je suis né dans ce village, j'y ai grandi, donc mon plus grand désarroi serait sa disparition. Pour éviter sa disparition mon objectif est de maintenir les populations dans le village. Ces dernières ne resteront que si le village se développe. Le développement et le bien être du village sur tous les plans, sont des ambitions ardentes et les projets sont là pour nous aider à y arriver. Alors autant profiter de leur aide car si nous nous endormons sur nos lauriers nous serons laissés en rade. Ainsi je ne cesse d'encourager, de conseiller et de les pousser à oeuvrer au développement du village et de mener à bien les activités définies avec le PAGF. Je réclame la participation de tout un chacun pour le bénéfice de tous.

Je n'ai jamais été à l'école mais l'agriculture et surtout la gestion et la protection des végétaux m'ont toujours fascinées, pourtant mon père était un grand éleveur. Une végétation luxuriante c'est ce que je veux pour le village et nous sommes dans cette optique même si c'est pas à pas, de nos débuts à aujourd'hui, nous avons bien évolué. Chaque année je vais personnellement jusqu'au service des Eaux et Forêts de Bambey pour leur demander des plants. Nous sommes également en collaboration avec d'autres projets qui nous fournissent des plants pour reboiser la place du village, les concessions et la zone intermédiaire entre les habitats et nos champs. Avec les pépinières villageoises que nous réalisons avec l'appui du PAGF, après la plantation dans le bois de village une partie est redistribuée au niveau des ménages pour des plantations individuelles. Personnellement moi j'ai une parcelle qui est aménagée en bois individuel, j'ai aussi une pépinière personnelle dans ma concession, où je fais des essais de toutes sortes d'espèces qui seront plantées dans mon champ ou dans mon bois.

Ce désir de développer et de gérer les ressources végétales a été accentué par la

³⁸ Disciple de la confrérie mouride qui entièrement dévoué à son marabout ne comptant ni les heures ni les moyens financiers qu'il met au service de ce dernier pour obtenir la félicité. Les Baay Fall ont comme référence Cheikh Ibra Fall fidèle compagnon du fondateur du mouridisme Cheikh Ahmadou Bamba.

collaboration que j'ai eu avec un américain du "Corps de la Paix"³⁹ et grâce à un séminaire de formation et de sensibilisation auquel j'ai participé à Ziguinchor sur la gestion et l'importance des ressources végétales. De ces expériences j'ai su que nous avons des atouts et qu'en travaillant nous pouvions retrouver la richesse de notre végétation et développer notre terroir. Avec le PAGF j'ai eu aussi à faire différentes formation en techniques de multiplication végétative et je cherche toujours à améliorer mes connaissances.»⁴⁰

Au village de Ndiéyène Thialaw c'est la présidente du GPF qui est notre meneuse en faveur des activités communautaire. Les femmes apposent affectueusement, "mère"⁴¹ à son nom.

La présidente du GPF à travers ses propos, nous permet d'avoir un point de vue genre. Car si le récit de M. F. de Keur Mbar traduit l'amour pour l'environnement, elle nous dévoile elle la pénibilité de la gestion du bois de village pour les femmes. Elle donne ainsi à la fois une perception féminine et de l'inexpérimenté en GRN.

La « maman » et conseillère des femmes de Ndiéyène Thialaw, nous montre les efforts consentis et exprime son désarroi en ces termes :

« Je suis la présidente du GPF de Ndiéyène Thialaw ayant vu des femmes d'autres zones que j'ai eu à fréquenter se regrouper en GIE ; j'ai voulu avec la collaboration du PAGF que dans ce village également qu'il y ait un GIE de femmes qui s'investit dans la teinture, la couture le maraîchage et l'horticulture. Nous pourrions ainsi vendre ces produits.

Les femmes sont très habiles pour différentes activités, elles se sont donc investies dans le projet. Nous avons fait des efforts pour réussir notre pépinière et ne pas perdre les jeunes plantes mises dans le bois villageois. Les femmes se relayaient au puits et effectuaient l'arrosage, cependant le taux de survie des plants était très faible. Connaissant le fardeau que constitue la recherche d'eau qui d'ailleurs ne suffit même pas pour notre consommation domestique, je ne pouvais pas continuer à inciter les femmes pour une activité si dure et sans rendement. " Gët du yannu wayé xam na lu bopp antan"⁴², chacun connaît ses limites et pour les femmes les travaux ménagers sont largement suffisants. Notre plus grand frein a été l'eau et ce qui fait qu'on a cessé les activités d'arboriculture »⁴³

³⁹ Organisation de volontaires américains qui s'investissent dans les milieux défavorisés pour aider et sensibilisation les populations dans différents domaines.

⁴⁰ Source : entretien avec le Président du CDV de Keur Mbar qui est également, avec l'une de ses épouses, relais technique.

⁴¹ Pour montrer également sa capacité de leader mobilisateur

⁴² Traduction chaque personne est à mesure de connaître les limites de sa capacité.

⁴³ Source : entretien avec la présidente du GPF de Ndiéyène Thialaw

Nous remarquons que l'une des différences notoire entre les deux villages réside dans le degré de dynamisme et d'abnégation des leaders activistes dans la gestion des ressources ligneuses. Mais aussi dans l'amour pour l'arboriculture, l'expérience et dans la disposition de moyens pour réussir comme l'eau.

En conclusion nous pouvons dire que l'un des piliers sur lequel se fonde une gestion communautaire c'est l'existence de leaders ou d'un guide qui pousse les autres à participer. Mais pour que cette gestion commune soit efficiente il faut que ce guide ait un amour pour ce domaine précis et qu'il soit donc prêt à s'investir corps et âme, mettre au service de la communauté ses biens et ses moyens physiques et financiers. Un altruiste né qui se sacrifie et « inhibe » ses désirs personnels pour les autres quelques soient par ailleurs ses motivations et les objectifs personnels. Il faut reconnaître que cela n'est pas donné à tout le monde.

V-2 Les facteurs socio-culturels de la non-participation au bois villageois

V-2 -1 Le problème crucial de l'eau

« Ñak ndox moo andi tumuranke »⁴⁴, ainsi s'exprime la présidente du GPF de Ndiéyène Thialaw. L'eau est devenue un facteur plus que naturel, il est aussi social et entrave toute gestion des ressources ligneuses. L'eau des puits souvent ne suffit pas pour satisfaire les besoins élémentaires, c'est pourquoi les pépinières sont dans un état regrettable le peu d'eau disponible est d'abord utilisé pour les besoins vitaux ensuite pour l'abreuvement des animaux. En hivernage dans les deux villages il n'y a qu'une seule mare comme appoint à l'abreuvement du bétail. La quantité d'eau n'est pas suffisante pour pallier aux pauses pluviométriques. Ce qui entraîne l'insuffisance de l'arrosage des plantes provoquant leur flétrissement et il s'en suit leur mort.

En milieu rural, le problème de l'eau reste aujourd'hui le premier et le principal handicap des populations qui dans les grilles de priorisation de leurs besoins font revenir unanimement la question de l'eau en première place.

En définitive, le problème de l'eau constitue l'une des principales causes voire la première d'échec de la gestion des plantations arboricoles et par extension à la pratique de l'agriculture en saison sèche et de l'exode rural.

⁴⁴ Le manque d'eau a conduit à la vulnérabilité

V-2 -2 La précarité et déperdition de l'agriculture

La « décadence » de l'agriculture particulièrement dans le Bassin arachidier, est un facteur qui ne milite pas également à une participation communautaire à la gestion des ressources ligneuses.

Les pauses pluviométriques concomitantes avec la baisse de fertilité des sols ont sans doute provoqué la baisse de la production et par ricochet la baisse des revenus. A cela s'ajoute le désastre causé par l'invasion acridienne récemment en 2004 et qui a entraîné de très mauvaises productions. Les populations ne peuvent plus satisfaire leur ration alimentaire à plus forte raison, tirer des revenus d'appoint substantiels par la commercialisation de la production. Selon les paysans, l'agriculture ne peut pas leur permettre de couvrir leurs besoins, à cause des mauvais hivernages et de la baisse de productions. Il faut alors se tourner vers d'autres activités plus rentables et réserver l'entretien des champs pendant l'hivernage. Si l'hivernage n'est plus prospère la saison sèche considérée comme saison morte, l'est moins. Les populations préfèrent l'exode rural et se détournent de l'agriculture pour exercer un métier ou pratiquer le commerce, particulièrement dans la ville proche de Touba.

V-2 -3 L'exode rural

Les jeunes qui doivent servir de main d'œuvre prennent comme prétexte les mauvaises récoltes pour ne plus revenir en saison des pluies comme en saison sèche habituellement. Ceux qui sont contraints de revenir ⁴⁵ viennent pour une courte période soit pour la récolte, soit pour la préparation des champs, soit pour les semis. Le désherbage qui doit se faire continuellement est laissé aux femmes. Aujourd'hui même ces dernières quittent les villages pour les grandes villes.

Cette migration constitue alors une réponse spontanée aux dures conditions de survie en milieu rural surtout par rapport à l'accès à l'eau imposant aux acteurs un rythme de vie infernale. L'exode dépouille la main d'œuvre et ainsi est un frein à la participation à la gestion des ressources ligneuses.

Il est apparu à travers l'enquête que les paysans sont bien conscients de la dégradation de la végétation, connaissent les solutions qui peuvent résoudre le problème et participent à la

⁴⁵ Quoi qu'on dise les produits issus de la récolte, constitue toujours pour le ménage la base de l'alimentation.

gestion du bois de village. Cependant les paysans trouvent que la plantation communautaire d'arbres est une activité pénible et prenante. L'activité de pépinière se fait à la période de soudure où le paysan est à la recherche de moyens de subsistance, d'intrants agricoles et où l'eau se fait rare. Des facteurs comme le manque de main d'œuvre, le problème de l'eau freinent donc la gestion des bois de village. Mais l'espoir réside dans l'impulsion de la dynamique communautaire par les « activistes » du développement.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Conclusion générale

Bien que reconnaissant son utilité les populations n'ont pas demandé la mise en place d'un bois de village. L'absence d'une demande émise pour une activité de gestion des ressources forestières est reconnue comme une des principales sources de la non participation. (Bessette, 2004). Hormis le problème de l'eau qui est le facteur prépondérant qui entrave la gestion du bois villageois il apparaît que les paysans de Thialaw sont dans une position attentiste, ils croient que c'est seulement à partir d'une aide qu'ils peuvent faire leur pépinière.

A Keur Mbar ce sont surtout les femmes qui participent à la gestion du bois de village. Elles s'impliquent ainsi car y trouvent leur compte, se procurent en bois de chauffe et en légumes avec le maraîchage pratiqué dans le bois.

Les avantages écologiques sont souvent relégués au second plan. L'on considère plus les retombées immédiates et à court terme quand il s'agit de participer. Les hommes sont gagnés par l'exode et ne s'activent que très rarement dans les bois de villages.

L'approche du PAGF n'est participative que dans le sens où le projet implique les populations organisées autour du CDV, mais les activités sont déjà définies par le projet. Les populations cherchent selon leur capacité à s'adapter et accomplir ces activités parfois sans aucune motivation.

En conclusion nous pouvons dire que les paysans sont conscients de la dégradation et connaissent le rôle de l'arbre en tant que solution face à cette situation, mais pour des raisons économiques et écologiques, baissent les bras et préfèrent se tourner vers d'autres activités plus rentables. Dans l'attente de l'aide de projets pour surmonter le problème de l'eau qui est un des facteurs entravant la participation. Les paysans déclarent que ce qui motive la gestion c'est la disponibilité de l'eau surtout pour la pépinière.

Les facteurs socio-culturels qui entravent la participation sont moindres, mais il faut noter le manque de main d'œuvre causé par l'exode rural des jeunes en particulier.

Malgré les différentes politiques forestières mises en œuvre et l'approche participative des projets, l'état de dégradation des ressources forestières du pays reste préoccupant. Ainsi un effort considérable doit être consenti en matière de reboisement et de gestion des formations forestières naturelles. Ceci pour satisfaire les populations en produits et sous produits forestiers et contribuer à la lutte contre la désertification. La sensibilisation des populations pour une autogestion durable de leurs ressources naturelles, doit se poursuivre jusqu'à la prise de conscience de l'importance de leur responsabilité dans la GRN.

Le temps du diagnostic ou de l'enquête ne sont que des moments de participation. La pertinence d'un projet de développement, l'ambition de renforcer les capacités des groupes locaux ne peuvent être réduites à ces moments. Or l'une des contradictions des pratiques actuelles sur la participation est l'accent mis sur le seul diagnostic initial. Laissant dans l'ombre la façon dont tout au long des projets, se gèrent les relations entre populations et intervenants et ne donnant que peu de réalité au discours sur la participation des populations. Celle-ci doit se faire à toutes les étapes du processus (Lavigne Delville, 1999).

Le PAGF tente de faire le suivi des activités mais il existe également bien des facteurs sociaux qui réduisent la participation des populations au développement en général.

A la question la participation des populations à la gestion des ressources forestières ligneuses est-elle effective, nous répondrons non seule une minorité participe. Une réponse simple mais tout au long du document nous avons montré à travers le cas des bois villageois, la complexité sociale de la gestion des ressources ligneuses et du développement en milieu rural. « *Comme le dit Frantz Fanon, les masses comprennent parfaitement les problèmes les plus compliqués. En effet lorsqu'il s'agit de problèmes liés à leur vie quotidien et s'inscrivant dans leurs cultures, non seulement elles peuvent théoriquement fonder leurs actions dans les milieux où elles vivent, mais encore elles ont une vision consensuelle de leurs histoire et sont capables d'esquisser leur propre conception du monde et de l'univers. Mais, pour se mouvoir librement dans le monde actuel il leur faut un niveau d'éducation moderne qu'elles n'ont pas toutes encore atteint ; en somme, dans nos pays tant que l'éducation moderne n'a pas encore atteint le peuple jusqu'à un niveau qui l'engage profondément dans le développement économique et social moderne, il ne pourra pas assumer ses choix en parfaite connaissance des enjeux et son rôle dans l'exercice de la souveraineté sera loin d'être déterminant* »⁴⁶.

Nous mettons un point final à cette étude en ouvrant des perspectives sur cette assertion rapportée par le Professeur Assane Seck⁴⁷, faut-il que nous recevions une instruction pour se développer ? Le débat est ouvert. Mais nous reconnaissons que pour participer au développement il ne faut pas être démuni, c'est ce qu'affirme un vieux Baol-baol de Bambey en ces termes : « *Faniy waxe ak faniy seddele badolo du ko fekke*⁴⁸ ».

⁴⁶ P 176 Pr Assane Seck « *Sénégal émergence d'une démocratie moderne 1945-2005* ». Karthala, 2005

⁴⁷ Historien et homme d'Etat qui a participé la vie politique du Sénégal particulièrement dans les années 1980.

⁴⁸ Le pauvre ne peut pas accéder aux instances où les décisions sont prises.

BIBLIOGRAPHIE

- Albergel J., Carbonnel J. P., Grouzis M., 1985** : *Sécheresse au Sahel, incidence sur les ressources en eau et les productions végétales*. Cahier. ORSTOM, vol. XXI, p 35.
- Anonyme, 1995** : *Pratiques d'utilisation des ressources naturelles renouvelables au Sénégal état des lieux* ISRA – CILSS, 82 p
- Anonyme, 1998** : *Etude sur les réactions des bénéficiaires et du taux d'adoption et de rejet des TAF vulgarisées par le PAGF1 de DIOURBEL*, 36p
- Anonyme, 2001** : *Rapport des enquêtes choix des villages* 28 p
- Anonyme, 2003** : *Rapport de présentation du PAGF2*, 55p.
- Anonyme, 2003** : *Rapport de présentation du PAGF2* 55p
- Arborio, A-M et Fournier, P, 1999** : *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe* collection NATHAN.
- Bâ M., Touré A., Reenberg, 2004** : *Sahel-Sudan Environmental Research Initiative SEREIN. Mapping land use dynamics in Senegal*, WORKING PAPER n° 45.
- Belgoto, A, A, 2001**: *Analyse de la stratégie de mise en œuvre de l'approche participative dans le cadre du PAGF II : cas du Département de Bambey*, Mémoire de Fin d'Etudes ENCR, 60 p
- Belloncle G.1979** : *Quel développement rural pour l'Afrique Noir?* NEA, 209 p
- BESSETTE, G, 2004** : *Communication et participation communautaire : guide pratique de communication participative pour le développement*, CRDI, 138 p
- Bierschenk, T., Chauveau, J-P & Olivier de Sardan J-P., 2000** : *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Paris, APAD-Karthala.330 p
- DELAUSRIER (J-P), 1995** : *Recherche qualitative guide pratique*, collection THEMA,
- CATHALA M. 2000**: *Intégration de l'arbre dans les systèmes agraires au travers de la filière pépinières-plantations, bassin arachidier, Sénégal*, Mémoire de fin d'études, Ecole Nationale d'Ingénieurs des Travaux Agricoles de Bordeaux, France, 57 p.
- Chauveau, J P.1998** : *Communiquer dans l'affrontement. La participation cachée dans les projets participatifs ciblés sur les groupes ruraux défavorisés*, p 193-214 dans ONG et Développement JP Deler – Karthala
- CONSERE, 1995** : *Processus d'élaboration du plan national d'actions pour l'environnement*. Conseil supérieur des ressources naturelles et de l'environnement, Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature du Sénégal, 170 p.

- Decoudras P M, 1997** : *A la recherche des logiques paysannes*, Paris, KARTHALA 143 p
- Daffé, A. F. K., 2005** : *Perception et Adoption de l'innovation chez les paysans : cas de la haie vive améliorée dans la région de Diourbel*, Mémoire maîtrise département de sociologie, UCAD de Dakar, 136 p.
- DPS, 2004** : *Rapport annuel du bureau régional de prévision et de la statistique de Diourbel*, Direction de la Prévision et de la Statistique.
- ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS**, volume 13, 998 pages.
- FAO, 1995** : *Approche participative, communication et gestion des ressources forestières en Afrique sahélienne*. Bilan et perspectives, Rome 105 pages.
- FOULQUIE, P, 1978** : *Vocabulaire des sciences sociales*, Paris, PUF, 97 p.
- FOURNIER C H., 1995** : *Fonctionnement hydrique de six espèces ligneuses coexistant dans une savane sahélienne* (région du ferlo, Nord-Sénégal). Orstom, TDM, Paris. 165 p.
- GADO A.B., 1997** : *Développement à la base, stratégie d'intervention et participation paysanne au Sahel*, dans Tersiguel et Becker, Développement durable au Sahel, Karthala, 1997, 317 p.
- Guèye, I. et Laban, P., 1992** : *Des bois de villages à la gestion du terroir villageois en Afrique de l'Ouest*. International Institute for Environment and Développement, programme Réseaux des Zones Arides, dossier n° 35, juin 1992, 23 pages.
- Jacob JP et Lavigne Deville, P 1994** : *Les associations paysannes en Afrique - organisations et dynamiques*, APAD-Karthala-IUED, 311 p
- Lavigne Delville, et al, 1999** : *Les enquêtes participatives en débat*, Gret – Karthala-Icra, 557
- MEFP, 1996** : *Programme national de lutte contre la pauvreté, Stratégies et Eléments du programme d'action*, Direction de la planification, Ministère de l' Economie des Finances et du Plan, 38 p.
- MEISTER, A, 1969** : *Participation, animation et développement à partir d'une étude rurale en Argentine*, Paris, Antropos, 2ème partie, 384 p.
- MONTOUSSE, M et RENOURARD, G, 1997** : *100 fiches pour comprendre la sociologie*, Rosny, Edition Bréal, 234 p
- Olivier de SARDAN, J-P, 1995** : *Anthropologie et développement, Essai en socio-anthropologie du changement social*, APAD-KARTHALA, Collection Hommes et Sociétés 221p
- SADIO S., DIONE M., NGOM S. 2000** : *Gestion des ressources forestières et de l'arbre*, ISRA. Drylands Reseach, Royaume Uni, 34 p.

WILSON E O. 2001: *La biodiversité : un enjeu planétaire.* OCDE l'Observateur.

PAGF II, 2002 : *Plan de Développement du Terroir de Ndièyène Thialaw,* Rapport MSA& associés /PAGFII, 25 p

PAGF II, 2003 : *Plan de Développement du Terroir de Keur Mbar,* Rapport MSA& associés /PAGFII, 22 p

Sall, A, 2002 : *Contribution de l'approche participative a la mise en œuvre des projets de développement : le cas du PAGF II,* Rapport de stage GPDC, ESIM, Thiès.

Tersiguel P et Becker C, 1997 : *Développement durable au Sahel,* Karthala, 317 p.

Yung, J-M, 1985 : *Evaluation de la filière arachide au Sénégal.* Dans Boiral et al « Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire » p 83-102.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexes

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Annexe 1 Guide focus group

Thème : Participation des populations et communication pour la gestion du bois de village

Sous thèmes :

- 1 Participation des populations aux activités du bois de village
- 2 Niveau de participation des hommes, des femmes, des jeunes filles et garçons
- 3 Rapports entre projet et population
- 4 Rapports de communication entre le projet et les populations (flux communicationnel)
- 5 Communication entre le projet et les populations dans la gestion des ressources forestières (bois villageois)
- 6 Relations des populations dans la gestion du bois de village
- 7 Perception générale du bois de village
- 8 Perceptions sur l'approche du projet par rapport à la GRN

Annexe 2 Questionnaire d'entretien individuel destiné aux populations

- 1 Quelle est votre relation avec le PAGFII ?
- 2 selon vous quel est le but du projet ?
- 3 Quel bilan tirez vous aujourd'hui à la fin du projet ?
- 4 comment le projet est entré en relation avec votre village, l'avez-vous sollicité ?
- 5 Pourquoi votre village a décidé de travailler avec le projet, les raisons de motivation ?
- 6 Comment se passe le travail avec le projet (début- au cours – fin) ?
- 7 Avez vous noté des changements dans la démarche du projet ?
- 8 Quelle est votre perception de la démarche du projet ?
- 9 Quelle a été la mobilisation du village en particulier des femmes ?
- 10 Comment se passe la communication entre le projet et les femmes ?
- 11 Les femmes s'impliquent-elles dans le bois de village, si oui en quoi, si non pourquoi ?
- 12 Quelles relations entretiennent les femmes autour du bois ?
- 13 Quels sont le rôle et l'utilité du bois de villageois ?
- 14 Quelles sont vos contraintes dans la gestion du bois de village
- 15 Quels sont vos objectifs envers ce bois villageois ?

Annexe 3 Guide d'entretien des responsables du PAGF

- 1) Qu'appellez vous développement participatif ?
- 2) En quoi consiste l'encadrement des générations de villages et quelle relation entretenez-vous avec ces populations à l'issue des 2 ans ?
- 3) Sur quels critères choisissez-vous vos villages ?
- 4) Pourquoi la création des bois de village, quel problème vouliez-vous résoudre ?
- 5) Est-ce que tous les villages qu'a eu à encadrer le PAGFII disposent d'un bois villageois?
- 6) Quel est l'apport du projet dans l'érection de ces bois ?
- 7) Rencontrez vous des contraintes dans le gestion des bois villageois ?
- 8) Si oui, que croyez vous être à l'origine, est-ce un problème de communication ou de sensibilisation?
- 9) Avez-vous un plan de communication pour chaque plan d'action ?
- 10) Les activités de GRNE sont elles accompagnées d'un programme de sensibilisation des populations ?
- 11) Dans l'élaboration de vos programmes sur quels points interviennent les populations?
- 12) Y'a t-il eu des changements dans la démarche du PAGF II, pourquoi ?
- 13) Aujourd'hui que le projet prend fin quel bilan tirez-vous de la démarche participative et les contraintes majeures pour son effectivité?
- 13) Quelles sont les perspectives dans la gestion des ressources ligneuses?

Annexe 4 : Guide d'entretien des animateurs

- 1 Quel est le rôle de l'animateur, particulièrement dans le cadre de la gestion des bois de villages ?
- 2 Formez vous les paysans en techniques de pépinière?
- 3 Formez vous les paysans sur la gestion des bois de villages (reboisement et entretien des plants) ?
- 4 Si oui comment se fait la formation individuellement ou de façon communautaire ?
- 5 La formation est elle participative ou se fait elle à partir de l'exécution d'un programme?
- 6 Les paysans en général maîtrisent-ils les techniques de production de plants (pépinière) ?
- 7 Les paysans maîtrisent-ils les techniques de plantation ?
- 9 A votre avis quelles sont les raisons de la faible participation à la gestion des bois villageois, (les raisons sociales en particulier) ?

- 10 Avez vous des relais villageois en GRN?
- 11 Si oui, comment sont ils formés et quel est leur rôle ?
- 12 Que préconisez pour une participation effective aux bois villageois ?
- 13 Quelle appréciation faites vous de la mise en place des bois villageois. Y a t il eu des failles dans la mise en place, la communication a-t-il été présente ?

Annexe 5 : Guide d'entretien du relais technique du PAGF

- 1 Quel est le rôle du relais, particulièrement dans le cadre de la vulgarisation?
- 2 Formez-vous les paysans en techniques de pépinière?
- 3 comment se fait la formation, de façon individuelle ou communautaire ?
- 5 La formation est-elle participative ou se fait-elle à partir de l'exécution d'un programme
- 6 La formation se fait-elle demande des populations ?
- 7 Combien de personnes avez-vous formé?
- 8 Continuez-vous toujours à former des paysans, Si non pourquoi ?
- 9 Les paysans sont-ils motivés dans le cadre d'une formation en gestion des ressources ligneuses ?
- 10 Quels sont les problèmes que vous rencontrez pour la formation, en gestion des ressources ligneuses ?
- 11 Les paysans maîtrisent-ils en général les techniques de production de plants (pépinière) ?
- 12 Perception du bois de village ?
- 13 Perception sur l'approche du PAGF ?

Annexe 6 : Guide d'entretien du président Comité de Villageois

1. Composition du bureau
2. Mode de choix des membres (parents du chef de village, dynamisme, compétence) ?
3. Quel est le rôle du CDV dans la diffusion des TAF ?
4. Toute diffusion passe t-il par le CDV ?
5. Quel est le rôle du CDV, incite t-il les populations à participer à la gestion du bois villageois ?

Annexe 7 : Guide d'entretien du chef de village et des notables

1. Historique du village, origine du nom du village
2. Nombre de concessions et de ménage
3. Activités principales du village
4. Organisation sociale du village
5. Problèmes en GRN et types de dégradation des ressources naturelles dans le village
6. Stratégies locales de résolution de ces problèmes
7. Stratégies entreprises avec les partenaires du développement pour résoudre ces problèmes
8. Les structures existantes dans le village : les différents organisations communautaires de base
9. les autorités tels que les dignitaires religieux, coutumiers et politiques (*conseillers, députés...*) dans le village, sont-ils informés et à leur tour sont-ils des vecteurs actifs de l'information?
10. Les canaux de l'information dans le village (*radio griot photo, théâtre, film...*)
11. Appréciation de la méthode d'approche du projet
12. Appréciation sur le fonctionnement du CDV dans la GRN
13. Avis sur le bois de village

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE